

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2003 — 1672

[2003/07119]

27 MARS 2003. — Loi relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

TITRE I^{er}. — Du recrutement des militaires

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 2. Le recrutement des candidats militaires couvre l'ouverture des places et les opérations d'inscription, de sélection, d'incorporation et d'engagement de postulants.

Art. 3. Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « candidat militaire » :

— le candidat militaire du cadre actif visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif;

— le candidat officier auxiliaire;

— le candidat militaire court terme;

— le candidat militaire de réserve;

— le candidat musicien militaire;

2° « poste vacant » : une place ouverte au sein des forces armées pour laquelle une personne peut être recrutée comme militaire, en fonction, le cas échéant, du corps, de la spécialité et de l'emploi;

3° « la session de recrutement » : un ensemble bien déterminé de postes vacants caractérisé par une même catégorie de personnel, régime linguistique et type de recrutement;

4° « inscription » : la démarche par laquelle une personne, civile ou militaire, communique à l'autorité compétente sa décision de postuler;

5° « postulant » : la personne, entre le moment où elle s'inscrit pour une session de recrutement et le moment où elle acquiert la qualité de candidat militaire ou, le cas échéant, où il est mis fin au processus de recrutement lié à cette inscription;

6° « le Ministre » : le Ministre de la Défense.

CHAPITRE II. — Du recrutement

Art. 4. § 1^{er}. Les différents types de recrutements sont :

1° le recrutement normal;

2° le recrutement complémentaire;

3° le recrutement spécial;

4° le recrutement exceptionnel;

5° le recrutement de candidats officiers auxiliaires;

6° le recrutement de candidats militaires court terme;

7° le recrutement de candidats militaires de réserve.

§ 2. Le recrutement normal est le recrutement de :

1° candidats officiers de carrière admis à l'Ecole royale militaire, à un institut supérieur industriel, à l'Ecole supérieure de Navigation ou dans la première année d'étude de la formation de docteur en médecine, chirurgie et accouchements, de docteur en médecine vétérinaire, de pharmacien, de licencié en sciences dentaires, de médecin, de vétérinaire ou de dentiste;

2° candidats sous-officiers de carrière admis dans une école de sous-officiers en vue de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 1672

[2003/07119]

27 MAART 2003. — Wet betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

TITEL I. — De werving van de militairen

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 2. De werving van de kandidaat-militairen omvat het openstellen van de plaatsen en de verrichtingen inzake de inschrijving, de selectie, de inlijving en de dienstneming van sollicitanten.

Art. 3. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1° « kandidaat-militair » :

— de kandidaat-militair van het actief kader bedoeld in artikel 2, eerste lid, 1°, van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader;

— de kandidaat-hulpofficier;

— de kandidaat-militair korte termijn;

— de kandidaat-reservemilitair;

— de kandidaat militaire muzikant;

2° « vacature » : een opengestelde plaats bij de krijgsmacht waarvoor een persoon kan worden aangeworven als militair, in functie, in voorkomend geval, van het corps, de specialiteit en het ambt;

3° « de wervingssessie » : een afgebakend geheel van vacatures gekenmerkt door eenzelfde personeelscategorie, taalstelsel en soort werving;

4° « inschrijving » : de handeling waardoor een persoon, burger of militair, aan de bevoegde overheid zijn beslissing om te postuleren meedeelt;

5° « sollicitant » : de persoon, tussen het ogenblik waarop hij zich inschrijft voor een wervingssessie en het ogenblik waarop hij de hoedanigheid van kandidaat-militair verwerft, of desgevallend waarop een einde wordt gesteld aan het wervingsproces voor deze inschrijving;

6° « de Minister » : de Minister van Landsverdediging.

HOOFDSTUK II. — De werving

Art. 4. § 1. De verschillende soorten wervingen zijn :

1° de normale werving;

2° de aanvullende werving;

3° de bijzondere werving;

4° de uitzonderlijke werving;

5° de werving van kandidaat-hulpofficieren;

6° de werving van kandidaat-militairen korte termijn;

7° de werving van kandidaat-reservemilitairen.

§ 2. De normale werving is de werving van :

1° kandidaat-beroepsofficieren die aanvaard worden in de Koninklijke Militaire School, een industriële hogeschool, de Hogere Zeevaarschool of in het eerste studiejaar van de vorming van doctor in de genees-, heel-, en verloskunde, van doctor in de veeartsenijkunde, van apotheker, van licentiaat in de tandheelkunde, van arts, van dierenarts of van tandarts;

2° kandidaat-beroepsonderofficieren die aanvaard worden in een school voor onderofficieren met het oog op het behalen van een diploma van het hoger secundair onderwijs;

3° candidats sous-officiers de carrière qui sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou d'un niveau au moins équivalent et admis dans un autre organisme que celui visé au 2°;

4° candidats volontaires de carrière.

Le recrutement complémentaire est le recrutement, en vue de compléter le nombre de candidats officiers de carrière d'une promotion à un institut supérieur industriel, à l'École supérieure de Navigation ou pendant les études de candidat officier de carrière médecin, vétérinaire, pharmacien ou dentiste.

Le recrutement spécial est le recrutement de :

1° candidats officiers de carrière qui sont titulaires de diplôme de l'enseignement universitaire ou de l'enseignement supérieur de type long ou d'un niveau au moins équivalent;

2° candidats sous-officiers de carrière qui sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court de plein exercice ou d'un niveau au moins équivalent.

Le recrutement exceptionnel est le recrutement, pour des besoins d'encadrement, de candidats officiers de complément, de candidats sous-officiers de complément et de candidats volontaires de complément.

Art. 5. § 1^{er}. Le Ministre fixe par session de recrutement, le nombre de postes vacants. A cette occasion, il spécifie les particularités des postes vacants qui ont une conséquence sur la sélection du postulant.

Le Ministre ou l'autorité qu'il désigne à cet effet fixe, dans les limites des places ouvertes, le transfert des places non occupées à l'intérieur d'une même session de recrutement ou entre deux sessions de recrutement.

Le ministre ou l'autorité qu'il désigne à cet effet fixe par session de recrutement, la priorité qui sera appliquée pour l'attribution des postes vacants aux postulants lorsqu'un même postulant satisfait aux conditions d'administration pour différentes sessions de recrutement.

§ 2. Le Roi fixe les règles relatives à la publication des sessions de recrutement et des postes vacants y afférents.

§ 3. Le Roi fixe les modalités d'inscription.

Art. 6. § 1^{er}. Le postulant doit avoir satisfait à l'obligation scolaire telle que définie dans la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire le jour où il acquiert la qualité de candidat militaire, et ne peut avoir atteint au 31 décembre de l'année de recrutement l'âge de 34 ans, ou de 26 ans lorsqu'il s'agit d'un candidat pilote.

Toutefois, l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable au postulant qui acquiert la qualité de candidat sous-officier de carrière et est admis dans une école de sous-officiers en vue de l'obtention d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur. Ce postulant doit avoir atteint l'âge de 16 ans le jour où il acquiert la qualité de candidat militaire, et ne peut avoir atteint l'âge de 20 ans au 31 décembre de l'année de recrutement.

§ 2. En dérogation au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, le Roi peut fixer pour certains recrutements qu'il détermine, une autre limite d'âge maximale, sans que celle-ci puisse être inférieure à 25 ans.

Art. 7. § 1^{er}. Le postulant doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir été pensionné définitivement pour inaptitude physique ou licencié par réforme;

2° ne pas avoir été démis définitivement de son emploi par démission d'office, mise à la pension d'office ou résiliation d'engagement d'office excepté pour inaptitude médicale au service aérien ou pour incapacité professionnelle au service aérien;

3° ne pas avoir perdu la qualité de candidat militaire dans la même catégorie de personnel ou dans une catégorie inférieure, au cours des dix mois qui précèdent le jour où il acquiert la qualité de candidat militaire.

§ 2. Toutefois, en dérogation au § 1^{er}, 2°, le postulant candidat au service aérien ne peut avoir été démis définitivement de son emploi par démission d'office, mise à la pension d'office ou résiliation d'engagement d'office pour inaptitude médicale au service aérien ou pour incapacité professionnelle au service aérien.

La condition visée au § 1^{er}, 3°, n'est pas applicable au postulant qui a perdu la qualité de candidat militaire court terme conformément aux dispositions de l'article 14, § 1^{er}, 1°, a) ou c), lorsque l'appréciation insuffisante résulte d'un problème médical, et 5°, de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme.

3° kandidaat-beroepsonderofficieren die houder zijn van een diploma van het secundair onderwijs of van een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een minstens gelijkwaardig niveau en die aanvaard worden in een andere instelling dan deze bedoeld in 2°;

4° kandidaat-beroepsvrijwilligers.

De aanvullende werving is de werving om het aantal kandidaat-beroepsofficieren van een promotie aan een industriële hogeschool, aan de Hogere Zeevaartschool of in de loop van de studies van kandidaat-beroepsofficier-geneesheer, -dierenarts, -apotheker of -tandarts aan te vullen.

De bijzondere werving is de werving van :

1° kandidaat-beroepsofficieren die houder zijn van een diploma van universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van het lange type of van een minstens gelijkwaardig niveau;

2° kandidaat-beroepsonderofficieren die houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of van een minstens gelijkwaardig niveau.

De uitzonderlijke werving is de werving, wegens kaderbehoeften, van kandidaat-aanvullingsofficieren, aanvullingsonderofficieren en -aanvullingsvrijwilligers.

Art. 5. § 1. De Minister bepaalt per wervingssessie het aantal vacatures. Daarbij specificeert hij de bijzonderheden van de vacatures die een gevolg hebben op de selectie van de sollicitant.

De Minister of de overheid die hij hiertoe aanwijst bepaalt binnen de grenzen van de opengestelde plaatsen, de overdracht van niet bezette plaatsen binnen eenzelfde wervingssessie of tussen twee wervingssessies.

De minister of de overheid die hij hiertoe aanwijst bepaalt, per wervingssessie, de prioriteit die zal worden toegepast bij de toewijzing van de vacatures voor de sollicitanten wanneer eenzelfde sollicitant aan de toelatingsvoorwaarden voldoet voor verschillende wervingssessies.

§ 2. De Koning bepaalt de regels betreffende de bekendmaking van de wervingssessies en de bijhorende vacatures.

§ 2. De Koning bepaalt de nadere regels inzake de inschrijving.

Art. 6. § 1. De sollicitant moet voldaan hebben aan de leerplicht zoals bepaald in de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht op de dag waarin hij de hoedanigheid van kandidaat-militair verwerft, en mag op 31 december van het wervingsjaar de leeftijd van 34 jaar, of van 26 jaar wanneer het een kandidaat-piloot betreft, niet bereikt hebben.

Het eerste lid is evenwel niet van toepassing op de sollicitant die de hoedanigheid van kandidaat-beroepsonderofficier verwerft en toegelaten wordt tot een school voor onderofficieren met het oog op het behalen van een diploma van het hoger secundair onderwijs. Deze sollicitant moet de leeftijd van 16 jaar bereikt hebben op de dag waarop hij de hoedanigheid van kandidaat-militair verwerft en mag de leeftijd van 20 jaar op 31 december van het wervingsjaar niet bereikt hebben.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, kan de Koning voor bepaalde wervingen die Hij bepaalt, een andere maximale leeftijdsgrens vaststellen, zonder dat die lager mag zijn dan 25 jaar.

Art. 7. § 1. De sollicitant moet aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° niet wegens lichamelijke ongeschiktheid definitief op pensioen gesteld of door reform ontslagen;

2° niet definitief uit zijn ambt zijn ontheven door ontslag van ambtswege, oppensioenstelling van ambtswege of dienstverbreking van ambtswege behalve wegens medische ongeschiktheid voor de luchtdienst of wegens beroepsbekwaamheid voor de luchtdienst;

3° de hoedanigheid van kandidaat-militair in dezelfde of in een lagere personeelscategorie niet verloren hebben, in de tien maanden die voorafgaan aan de dag wanneer hij de hoedanigheid van kandidaat-militair verwerft.

§ 2. In afwijking van § 1, 2°, mag de sollicitant kandidaat voor de luchtdienst echter niet definitief uit zijn ambt zijn ontheven door ontslag van ambtswege, oppensioenstelling van ambtswege of dienstverbreking van ambtswege wegens medische ongeschiktheid voor de luchtdienst of wegens beroepsbekwaamheid voor de luchtdienst.

De voorwaarde bedoeld in § 1, 3°, is niet van toepassing op de sollicitant die de hoedanigheid van kandidaat militair korte termijn verloren heeft, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14, § 1, 1°, a) of c), wanneer de onvoldoende beoordeling het gevolg is van een medisch probleem, en 5°, van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn.

Art. 8. Pour pouvoir acquérir la qualité de candidat militaire, le postulant doit :

- 1° satisfaire aux conditions de l'article 7;
- 2° être Belge, ou être citoyen d'un pays membre de l'Union européenne;
- 3° justifier des qualités morales indispensables;
- 4° satisfaire aux conditions d'études;
- 5° satisfaire aux conditions d'âge fixées à l'article 6;
- 6° satisfaire aux épreuves de sélection;
- 7° être classifié, conformément aux dispositions de l'article 11, § 2.

Le postulant non-Belge doit avoir satisfait à la législation sur la milice en vigueur dans le pays dont il a la nationalité.

Art. 9. Les épreuves de sélection visées à l'article 8, alinéa 1^{er}, 6°, comportent :

- 1° des épreuves psychotechniques;
- 2° des épreuves de connaissance académique ou professionnelle;
- 3° des épreuves d'appréciation des qualités physiques sur le plan médical et sur le plan de la condition physique.

Certaines épreuves de sélection peuvent en tout ou en partie avoir lieu à l'étranger.

Art. 10. Le Roi fixe :

- 1° les conditions d'études;
- 2° les règles concernant l'appréciation des qualités morales;
- 3° les épreuves de sélection, selon la catégorie de personnel, le type de recrutement, et le cas échéant, selon le poste vacant;
- 4° les règles selon lesquelles le postulant est apprécié lors des épreuves de sélection, la durée de validité des résultats de ces épreuves, sans que celle-ci puisse excéder deux ans, et la période qui doit s'écouler avant de pouvoir à nouveau présenter ces épreuves;

5° les documents à fournir par le postulant qui attestent qu'il satisfait aux conditions de nationalité et d'études, et qu'il justifie des qualités morales.

Art. 11. § 1^{er}. La commission du recrutement est compétente pour :

- 1° la délibération de la sélection, en fonction des besoins des forces armées et sur la base des résultats de toutes les épreuves de sélection;
- 2° l'application du modèle de classification aux postulants délibérés;
- 3° l'attribution des postes vacants aux postulants répartis conformément aux dispositions du § 2;
- 4° l'évaluation des résultats de la procédure de classification.

§ 2. Les postulants sont répartis pour les postes vacants pour lesquels il postule, selon un modèle de classification utilisant une méthode d'attribution parallèle séquentielle. La classification tient compte :

- 1° de la mesure de l'aptitude des postulants aux différents postes vacants;
- 2° des préférences des postulants;
- 3° de l'importance accordée à l'occupation des différents postes vacants.

Les modalités d'exécution, qui comprennent le contenu du modèle de classification, les règles de calcul, les critères, les coefficients de pondération et l'algorithme de la méthode d'attribution parallèle séquentielle, sont fixées dans un règlement arrêté par le ministre.

§ 3. la commission du recrutement notifie à l'intéressé l'attribution ou la non-attribution d'un poste vacant.

Le postulant peut interjeter appel de cette décision. Sous peine d'irrecevabilité, l'appel doit être introduit par lettre recommandée à la poste dans les sept jours calendrier suivant celui de la notification des résultats.

§ 4. Le Roi fixe la composition et le fonctionnement de la commission du recrutement.

Art. 8. Om de hoedanigheid van kandidaat-militair te kunnen verwerven, moet de sollicitant :

- 1° voldoen aan de voorwaarden van artikel 7;
- 2° Belg zijn, of burger zijn van een lidstaat van de Europese Unie;
- 3° blijk geven van de onontbeerlijke morele hoedanigheden;
- 4° voldoen aan de studievoorwaarden;
- 5° voldoen aan de leeftijdsvoorwaarden bepaald in artikel 6;
- 6° voldoen aan de selectieproeven;
- 7° geëvalueerd zijn, overeenkomstig de bepalingen van artikel 11, § 2.

De sollicitant niet-Belg moet voldaan hebben aan de militiewetgeving van kracht in het land waarvan hij de nationaliteit heeft.

Art. 9. De selectieproeven bedoeld in artikel 8, eerste lid, 6°, omvatten :

- 1° psychotechnische proeven;
- 2° proeven van schoolse of beroepskennis;
- 3° proeven tot beoordeling van de fysieke hoedanigheden, op medisch gebied en inzake de fysieke conditie.

Sommige selectieproeven kunnen geheel of gedeeltelijk het buitenland plaatsvinden.

Art. 10. De Koning bepaalt :

- 1° de studievoorwaarden;
- 2° de regels betreffende de beoordeling van de morele hoedanigheden;
- 3° de selectieproeven, naargelang de personeelscategorie, de soort werving, en desgevallend, naargelang de vacature;
- 4° de regels volgens dewelke de sollicitant beoordeeld wordt tijdens de selectieproeven, de geldigheidsduur van de resultaten van deze proeven, zonder dat deze twee jaar mag overschrijden, en de periode die moet verlopen alvorens deze proeven opnieuw mogen worden afgelegd;

5° de documenten voor te leggen door de sollicitant die bevestigen dat hij voldoet aan de nationaliteitsvoorwaarde en aan de studievoorwaarden, en dat hij blijk geeft van de morele hoedanigheden.

Art. 11. § 1. De wervingscommissie is bevoegd voor :

- 1° de deliberatie van de selectie, in functie van de behoeften van de krijgsmacht en op basis van de resultaten van alle selectieproeven;
- 2° de toepassing van het classificatiemodel op de gedelibereerde sollicitanten;
- 3° de toewijzing van de vacatures aan de sollicitanten toegewezen overeenkomstig de bepalingen van § 2;
- 4° de evaluatie van de resultaten van de classificatieprocedure.

§ 2. De sollicitanten worden toegewezen aan de vacatures waarvoor zij solliciteren, volgens een classificatiemodel dat gebruik maakt van een parallelle sequentiële toewijzingsmethode. De classificatie houdt rekening met :

- 1° de mate van geschiktheid van de sollicitanten voor de diverse vacatures;
- 2° de voorkeur van de sollicitanten;
- 3° het belang dat gehecht wordt aan de invulling van de diverse vacatures.

De nadere uitvoeringsregels, die de inhoud van het classificatiemodel, de berekeningsregels, de criteria, de wegingcoëfficiënten en het algoritme van de parallelle sequentiële toewijzingsmethode bevatten, worden bepaald in een reglement vastgesteld door de minister.

§ 3. De wervingscommissie betekend aan de betrokkene de toewijzing of de niet-toewijzing van een vacature.

De sollicitant kan beroep aantekenen tegen deze beslissing. Op straffe van niet-ontvankelijkheid, moet het beroep met een bij de post aangetekende brief worden ingediend, binnen de zeven kalenderdagen na de kennisgeving van de resultaten.

§ 4. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de wervingscommissie.

Art. 12. Le postulant qui participe à une épreuve de sélection bénéficiant de la gratuité des soins de santé dispensés par la composante médicale.

Les affections pour lesquelles ce droit aux soins peut être exercé sont limitée aux accidents, indispositions ou maladies résultant de la participation à une épreuve de sélection.

Les soins médicaux sont limités au traitement d'urgence, ambulatoire ou non, des affections visées à l'alinéa 2, et ne peuvent dépasser la durée indispensable pour permettre au postulant de rejoindre sa résidence ou d'être transporté vers un hôpital civil de son choix en Belgique.

Art. 13. Le postulant qui participe à une épreuve de sélection, bénéficiant de la nourriture et, le cas échéant, du logement, à charge de l'Etat. Le logement est mis à la disposition du postulant par le département de la Défense.

Art. 14. A tout moment, un postulant peut renoncer par écrit à sa candidature pour un poste vacant. L'autorité désignée par le Roi adresse au postulant un accusé de réception de la renonciation.

Art. 15. Il est mis définitivement fin au processus de recrutement à l'égard du postulant :

1° qui renonce à sa candidature, conformément aux dispositions de l'article 14;

2° qui, sans motif fondé, ne se présente pas à la date ou à l'endroit fixés pour participer aux activités de sélection;

3° pour lequel il est constaté qu'il ne satisfait pas ou plus à une condition fixée aux articles 7 et 8;

4° qui commet une fraude ou une tentative de fraude.

Le Roi désigne l'autorité habilitée à mettre fin au processus de recrutement dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2° à 4. Lorsqu'elle a décidé de mettre fin au processus de recrutement, cette autorité notifie sa décision au postulant concerné.

CHAPITRE III. — *De l'appel*

Art. 16. § 1^{er}. Le postulant peut interjeter appel auprès de la commission médicale d'appel, d'une décision d'inaptitude médicale résultant de l'appréciation des qualités physiques sur le plan médical.

Sous peine d'irrecevabilité, l'appel doit être introduit par lettre recommandée à la poste dans les sept jours calendrier suivant celui de la notification de la décision d'inaptitude médicale.

§ 2. La commission médicale d'appel statue sur l'appel contre une décision d'inaptitude médicale visée au § 1^{er}. Cette commission notifie, par lettre recommandée à la poste, sa décision à l'intéressé.

§ 3. Le Roi fixe la composition et le fonctionnement de la commission médicale d'appel.

Art. 17. § 1^{er}. La commission d'appel pour le recrutement statue sur pièces sur l'appel visé à l'article 11, § 3.

La commission d'appel pour le recrutement peut soit confirmer la décision attaquée, soit attribuer un poste vacant.

La commission d'appel pour le recrutement notifie sa décision à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

§ 2. Le Roi fixe la composition et le fonctionnement de la commission d'appel pour le recrutement.

CHAPITRE IV. — *De l'incorporation, de l'acquisition de la qualité de candidat militaire et de l'engagement*

Art. 18. Le postulant visé à l'article 8 est convoqué dans un organisme d'incorporation, en vue de son incorporation.

Le Roi fixe les modalités relatives à la convocation et à l'incorporation.

Art. 19. Le jour de son incorporation, le postulant rédige une déclaration écrite concernant sa situation médicale.

Toutefois, le postulant peut être soumis à un examen médical de contrôle afin de vérifier son aptitude médicale.

Le Roi fixe les modalités et la procédure relatives à la déclaration et à l'examen médical de contrôle.

Art. 12. De sollicitant die aan een selectieproef deelneemt, geniet kosteloze ziekteverzorging verstrekt door de medische component.

De aandoeningen voor dewelke dit recht geldt zijn beperkt tot de ongelukken, ongesteldheden of ziektes die voortkomen uit de deelname aan een selectieproef.

De medische zorgen zijn beperkt tot een spoedonderzoek, ambulante of niet, van de aandoeningen bedoeld in het tweede lid, en mogen niet langer duren dan volstrekt noodzakelijk ten einde de sollicitant toe te laten terug te keren naar zijn verblijfplaats of hem over te brengen naar een door hem gekozen burgerhospitaal in België.

Art. 13. De sollicitant die deelneemt aan een selectieproef, geniet voeding en, desgevallend, logement, ten laste van de Staat. Het logement wordt ter beschikking gesteld van de sollicitant door het departement van Landsverdediging.

Art. 14. Een sollicitant kan op elk ogenblik schriftelijk aan zijn kandidatuur voor een vacature verzaken. De door de Koning aangewezen overheid richt een ontvangstbewijs van de verzaking aan de sollicitant.

Art. 15. Het wervingsproces wordt definitief beëindigd ten aanzien van de sollicitant :

1° die aan zijn kandidatuur verzaakt, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14;

2° die zich, zonder gegronde reden, niet aanmeldt op de dag of de plaats die bepaald zijn om deel te nemen aan de selectieverrichtingen;

3° voor wie vastgesteld is dat hij niet of niet meer voldoet aan een voorwaarde bepaald in de artikelen 7 en 8;

4° die bedrog pleegt of een poging daartoe onderneemt.

De Koning wijst de overheid aan die gemachtigd is om het wervingsproces te beëindigen, in de gevallen bedoeld in het eerste lid, 2° tot 4°. Wanneer ze beslist het wervingsproces te beëindigen, betekent deze overheid haar beslissing aan de betrokken sollicitant.

HOOFDSTUK III. — *Het beroep*

Art. 16. § 1. De sollicitant kan beroep aantekenen bij de medische commissie van beroep, tegen een beslissing van medische ongeschiktheid die het resultaat is van de beoordeling van de fysieke hoedanigheden op medisch gebied.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid, moet het beroep met een bij de post aangetekende brief worden ingediend, binnen de zeven kalenderdagen volgend op de betekening van de beslissing van medische ongeschiktheid.

§ 2. De medische commissie van beroep doet uitspraak over het beroep tegen een beslissing van medische ongeschiktheid bedoeld in § 1. Deze commissie betekend, met een bij de post aangetekende brief, haar beslissing aan betrokkene.

§ 3. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de medische commissie van beroep.

Art. 17. § 1. De commissie van beroep voor de werving doet uitspraak op stukken over het beroep bedoeld in artikel 11, § 3.

De commissie van beroep voor de werving kan hetzij de aangevochten beslissing bevestigen, hetzij een vacature toewijzen.

De commissie van beroep voor de werving betekent zijn beslissing aan de betrokkene met een bij de post aangetekende brief.

§ 2. De Koning bepaalt de samenstelling en de werking van de commissie van beroep voor de werving.

HOOFDSTUK IV. — *De inlijving, het verwerven van de hoedanigheid van kandidaat-militair en de dienstneming*

Art. 18. De sollicitant bedoeld in artikel 8, wordt opgeroepen in een inlijvingsorganisme met het oog op zijn inlijving.

De Koning bepaalt de nadere regels betreffende de oproeping en de inlijving.

Art. 19. Op de dag zijn inlijving, stelt de sollicitant een schriftelijke verklaring op betreffende zijn medische toestand.

De sollicitant kan evenwel onderworpen worden aan een medisch controleonderzoek, teneinde zijn medische geschiktheid na te gaan.

De Koning bepaalt de nadere regels en de procedure betreffende de verklaring en het medisch controleonderzoek.

Art. 20. § 1^{er}. Pour autant qu'il soit considéré comme médicalement apte le jour de son incorporation, le postulant acquiert la qualité de candidat militaire le jour de son incorporation.

Lorsqu'il s'agit d'un civil, l'acquisition de la qualité de candidat militaire entraîne l'acquisition de la qualité de militaire. A cette occasion, il lui est déclaré qu'il est soumis aux lois militaires. L'accomplissement de cette formalité est constaté par l'établissement d'un document, signé par le postulant, dans lequel il reconnaît qu'il lui est déclaré qu'il est soumis aux lois militaires, et que par cette déclaration, il a acquis la qualité de militaire. En période de guerre, l'accomplissement de cette formalité est constatée par toutes voies de droit.

§ 2. L'acquisition de la qualité de candidat-militaire est consacrée par la signature d'un acte d'engagement, dont le Ministre fixe le modèle. Un exemplaire de l'acte d'engagement complété est remis au candidat militaire concerné.

Selon le cas, de plein droit et à sa date, l'engagement entraîne la démission de l'emploi de militaire de carrière ou de complément ou la résiliation de tout engagement ou rengagement antérieur en qualité de militaire.

Toutefois, pour les catégories de candidats militaires qu'il détermine, le Roi peut substituer à la signature de l'acte d'engagement une procédure simplifiée, dans laquelle l'acquisition de la qualité de candidat militaire est actée sur un document dont un exemplaire complété est remis au candidat militaire.

§ 3. Le mineur qui n'est pas émancipé doit justifier du consentement de celui ou de ceux qui exercent à son égard l'autorité parentale. Ce consentement est donné sous la forme d'un certificat dont le modèle est fixé par le Roi. Le postulant domicilié à l'étranger présente un document tenant lieu du certificat précité.

§ 4. En période de guerre et en temps de guerre, les engagements en cours sont prorogés de plein droit jusqu'au jour fixé par le Ministre et au plus tard jusqu'au jour fixé pour la remise de l'armée sur pied de paix.

§ 5. Le Roi fixe :

1° les règles relatives à l'acquisition de la qualité de candidat militaire, à la procédure d'engagement, et à la procédure simplifiée visée au § 2, alinéa 3;

2° les cas dans lesquels le postulant est autorisé à acquérir la qualité de candidat à une date ultérieure ainsi que la durée maximale du retard qui peut être autorisé, sans que celle-ci puisse être supérieure à 15 jours calendrier;

3° l'autorité compétente pour recevoir le document par lequel le postulant reconnaît qu'il est soumis aux lois militaires, ainsi que l'acte d'engagement.

TITRE II. — *Du statut des musiciens militaires*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 21. Les musiciens militaires et les candidats musiciens militaires sont des militaires de carrière du cadre actif des forces armées.

Pour l'application du présent titre, il faut entendre par :

1° « le Ministre » : le Ministre de la Défense;

2° « le candidat musicien » : le candidat musicien militaire;

3° « le musicien » : le musicien militaire;

4° « la promotion de référence » : la promotion à laquelle l'officier chef de musique ou le sous-officier musicien est assimilé pour fixer la date de prise d'effet de la nomination au grade, respectivement, de lieutenant chef de musique ou de premier sergent musicien.

Art. 22. Sont musiciens :

1° les officiers chefs de musique;

2° les sous-officiers musiciens.

Les candidats musiciens sont les postulants qui acquièrent la qualité de candidat officier chef de musique ou de candidat sous-officier musicien pour suivre une formation en vue de leur admission respectivement comme officier chef de musique ou comme sous-officier musicien.

Art. 20. § 1. Voorzover dat de sollicitant medisch geschikt bevonden wordt op de dag van zijn inlijving, verwerft hij op de dag van zijn inlijving de hoedanigheid van kandidaat-militair.

Wanneer het een burger betreft, brengt de verwerving van de hoedanigheid van kandidaat-militair de verwerving van de hoedanigheid van militair met zich mee. Bij die gelegenheid wordt hem verklaard dat hij onderworpen is aan de militaire wetten. Het vervullen van deze formaliteit wordt vastgesteld door het opmaken van een document, ondertekend door de sollicitant, waarin hij erkent dat hem verklaard is dat hij onderworpen is aan de militaire wetten en dat hij door die verklaring de hoedanigheid van militair verkregen heeft. In periode van oorlog gebeurt de vaststelling van het vervullen van deze formaliteit door alle rechtsmiddelen.

§ 2. Het verwerven van de hoedanigheid van kandidaat-militair wordt bekrachtigd door de ondertekening van een dienstnemingsakte waarvan de Minister het model bepaalt. Een exemplaar van de ingevulde akte wordt overhandigd aan de betrokken kandidaat-militair.

De dienstneming heeft van rechtswege en op de datum ervan, het ontslag uit het ambt voor gevolg van de beroeps- of aanvullingsmilitair of de verbreking voor gevolg van elke vroegere dienstneming of wederdienstneming in de hoedanigheid van militair, naargelang het geval.

Voor de categorieën van kandidaat-militairen die Hij bepaalt, kan de Koning evenwel een vereenvoudigde procedure in de plaats stellen van de ondertekening van de dienstnemingsakte, waarmee het verwerven van de hoedanigheid van kandidaat-militair geacteerd wordt in een document waarvan één ingevuld exemplaar overhandigd wordt aan de kandidaat-militair.

§ 3. De niet-ontvoogde minderjarige moet het bewijs leveren van de toestemming van degenen die te zijner opzichte de ouderlijke macht uitoefenen. Deze toestemming wordt verleend in de vorm van een getuigschrift waarvan het model bepaald wordt door de Koning. De sollicitant die zijn woonplaats in het buitenland heeft, legt een document voor dat in de plaats treedt van voormeld getuigschrift.

§ 4. In periode van oorlog en in oorlogstijd worden de lopende dienstnemingen van rechtswege verlengd tot de dag door de Minister vastgesteld en uiterlijk tot de dag bepaald voor het op vredesvoet brengen van het leger.

§ 5. De Koning bepaalt :

1° de regels betreffende het verwerven van de hoedanigheid van kandidaat-militair, de dienstnemingsprocedure, en de vereenvoudigde procedure bedoeld in § 2, derde lid;

2° de gevallen waarin de sollicitant toegestaan wordt op een latere datum de hoedanigheid van kandidaat te verwerven, evenals de maximale duur van de vertraging die kan toegestaan worden, zonder dat die langer mag zijn dan 15 kalenderdagen;

3° de bevoegde overheid om het document in ontvangst te nemen waarin de sollicitant erkent dat hij onderworpen is aan de militaire wetten, alsook de dienstnemingsakte.

TITEL II. — *Het statuut van de militaire muzikanten*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 21. De militaire muzikanten en de kandidaat militaire muzikanten zijn beroepsmilitairen van het actief kader van de krijgsmacht.

Voor de toepassing van deze titel moet verstaan worden onder :

1° « de Minister » : de Minister van Landsverdediging;

2° « de kandidaat-muzikant » : de kandidaat militaire muzikant;

3° « de muzikant » : de militaire muzikant;

4° « de referentiepromotie » : de promotie waarmee de officier kapelmeester of de onderofficier muzikant wordt gelijkgesteld voor het bepalen van de uitwerkingsdatum van de benoeming tot de graad van respectievelijk luitenant kapelmeester of eerste sergeant muzikant.

Art. 22. Muzikanten zijn :

1° de officieren kapelmeesters;

2° de onderofficieren muzikanten.

Kandidaat-muzikanten zijn de sollicitanten die de hoedanigheid verwerven van kandidaat-officier kapelmeester of kandidaat-onderofficier muzikant om een vorming te volgen om te worden opgenomen respectievelijk als officier kapelmeester of als onderofficier muzikant.

Art. 23. Toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des officiers de carrière sont applicables au candidat officier chef de musique et à l'officier chef de musique et toute les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des sous-officiers de carrière sont applicables au candidat sous-officier musicien et au sous-officier musicien, pour autant que ces dispositions ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et pour autant que les dispositions réglementaires ne soient pas incompatibles avec les dispositions réglementaires prises en exécution de la présente loi.

Toutefois, les dispositions législatives et réglementaires relatives au statut des sous-officiers de carrière concernant la promotion sociale ne sont pas applicables au sous-officier musicien.

Art. 24. Il y a équivalence entre chacun des grades du candidat musicien et du musicien et le grade correspondant des militaires de la force terrestre, de la force aérienne, de la marine et du service médical.

Art. 25. Les dispositions des lois coordonnées sur les pensions militaires et des lois coordonnées sur les pensions de réparation sont applicables au candidat musicien et au musicien.

CHAPITRE II. — *De la formation du candidat musicien*

Art. 26. Le cycle de formation du candidat musicien dure deux années et se compose d'une période de formation professionnelle et d'une période de stage.

Les conditions à remplir pour réussir ce cycle de formation, les règles relatives à l'appréciation de qualités morales, professionnelles, caractérielles et physiques pendant ce cycle de formation et les règles relatives au classement sont celles à remplir par ou applicables aux candidats militaires de carrière du cadre actif, du recrutement spécial, de la même catégorie de personnel.

Le candidat musicien qui a contracté un engagement et qui n'a pas terminé son cycle de formation dans le délai fixé contracte un engagement qui prend effet le jour où l'engagement en cours arrive à terme, pour une période exprimée en nombre d'années entières qui correspond à la période de formation qui doit encore être suivie.

La durée concrète, le programme, les cours et les examens qui doivent être présentés pour chaque partie du cycle de formation et les modalités et l'organisation du cycle de formation sont fixés dans un règlement arrêté par le Ministre.

Art. 27. Le candidat musicien peut être astreint à recevoir sa formation en tout ou en partie dans un établissement militaire étranger ou multinational ou dans un établissement civil, en Belgique ou à l'étranger, lorsque celle-ci n'est pas organisée au sein des forces armées. Il est tenu compte du régime de cet établissement quant à l'octroi d'une dispense ou d'un ajournement, l'appréciation des qualités professionnelles, le fonctionnement de la commission de délibération et les mesures à prendre par cette commission. Il suit le programme et les cours prévus dans cet établissement, et y présente les examens prévus. Avant le début du cycle de formation ou de la partie du cycle de formation et lors de chaque modification, le candidat musicien est informé par écrit au sujet de ce régime, du programme, des cours et des examens, ainsi que des conditions de réussite.

Art. 28. Le candidat musicien peut être dispensé par l'autorité désignée par le Roi de parties de la formation ou de cours s'il a suivi auparavant, avec succès, ces parties de la formation, ces cours ou des parties de formation ou des cours équivalents, selon la procédure fixée pour les candidats militaires du cadre actif.

Art. 29. Ne sont pas applicables au candidat musicien les dispositions relatives au :

- 1° retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière;
- 2° régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours.

Art. 30. Le candidat musicien qui, à la suite d'une suspension par mesure d'ordre, d'une détention préventive ou d'un retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire, pour des raisons de santé, à la suite d'une grossesse ou pour convenances personnelles, se trouve ou se trouvait dans l'impossibilité de se préparer ou de se présenter à certains examens ou épreuves ou pour suivre ou parfaire certaines parties de la formation peut obtenir de l'autorité désignée par le Roi un ajournement pour présenter certains examens ou épreuves ou pour suivre ou parfaire certaines parties de la formation aux mêmes conditions, pour la même durée, et selon la même procédure que les candidats militaires du cadre actif.

Art. 23. Alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsofficieren zijn toepasselijk op de kandidaat-officier kapelmeester en op de officier kapelmeester en alle wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsonder-officieren zijn toepasselijk op de kandidaat-onderofficier muzikant en op de onderofficier muzikant, voor zover deze bepalingen niet onvereenigbaar zijn met de bepalingen van deze wet en voor zover de reglementaire bepalingen niet onvereenigbaar met de reglementaire bepalingen genomen in uitvoering van deze wet.

De wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende het statuut van de beroepsonderofficieren inzake sociale promotie zijn evenwel niet toepasselijk op de onderofficier muzikant.

Art. 24. Iedere graad van kandidaat-muzikant en muzikant is gelijkwaardig met de overeenkomstige graad van de militairen van de landmacht, de luchtmacht, de marine en de medische dienst.

Art. 25. De bepalingen van de gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen en van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen zijn toepasselijk op de kandidaat-muzikant en op de muzikant.

HOOFDSTUK II. — *De vorming van de kandidaat-muzikant*

Art. 26. De vormingscyclus van de kandidaat-muzikant duurt twee jaren en bestaat uit een periode van professionele vorming en een stageperiode.

De voorwaarden die moeten worden vervuld om te slagen in deze vormingscyclus, de regels betreffende de beoordeling van de morele, professionele, karakteriële en fysieke hoedanigheden tijdens deze vormingscyclus en de regels betreffende de rangschikking zijn deze die moeten vervuld worden of die toepasselijk zijn op de kandidaat-beroepsmilitairen van het actief kader, van de bijzondere werving, van dezelfde personeelscategorie.

De kandidaat-muzikant die een dienstneming is aangegaan en die zijn vormingscyclus niet binnen de gestelde termijn heeft beëindigd gaat een wederdienstneming aan, die ingaat bij het verstrijken van de lopende dienstneming voor een periode, in volle jaren uitgedrukt, die overeenstemt met de nog te volgen vormingsperiode.

De concrete duur, het programma, de cursussen en de examens die moeten worden afgelegd voor elk onderdeel van de vormingscyclus en de nadere regels en de organisatie van de vormingscyclus worden bepaald in een reglement vastgesteld door de Minister.

Art. 27. De kandidaat-muzikant kan, wanneer deze niet binnen de Belgische krijgsmacht wordt georganiseerd, ertoe verplicht worden zijn vorming of een deel ervan te ontvangen in een vreemde of multinationale militaire instelling of in een burgerlijke instelling, in België of in het buitenland. Er wordt rekening gehouden met het regime van die instelling wat betreft het verlenen van een vrijstelling of een uitstel, de beoordeling van de professionele hoedanigheden, de werking van de deliberatiecommissie en de door deze commissie te nemen maatregelen. Hij volgt het programma en de cursussen die voorzien zijn in deze instelling en legt er de voorziene examens af. De kandidaat-muzikant wordt schriftelijk, voor de aanvang van de vormingscyclus of van het deel van de vormingscyclus en bij elke wijziging, geïnformeerd over dit regime, het programma, de cursussen en de examens en over de voorwaarden om te slagen.

Art. 28. De kandidaat-muzikant kan door de door de Koning aangewezen overheid vrijgesteld worden van vormingsgedeelten of cursussen, indien hij voordien met goed gevolg deze vormingsgedeelten, cursussen of gelijkwaardige vormingsgedeelten of cursussen heeft gevolgd, volgens de procedure vastgesteld voor de kandidaat-militairen van het actief kader.

Art. 29. Zijn niet toepasselijk op de kandidaat-muzikant de bepalingen betreffende :

- 1° de tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking;
- 2° de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek.

Art. 30. De kandidaat-muzikant die, ingevolge een schorsing bij ordemaatregel, een voorlopige hechtenis of een tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel, om gezondheidsredenen, ingevolge een zwangerschap of wegens persoonlijke aangelegenheden, in de onmogelijkheid verkeert of verkeerde om zich voor te bereiden voor of deel te nemen aan bepaalde examens of proeven of om bepaalde vormingsgedeelten te volgen of te volbrengen kan van de door de Koning aangewezen overheid een uitstel verkrijgen voor het afleggen van bepaalde examens of proeven of voor het volgen of volbrengen van bepaalde vormingsgedeelten onder dezelfde voorwaarden, voor dezelfde duur, en volgens dezelfde procedure als de kandidaat-militairen van het actief kader.

Un ajournement pour convenances personnelles est considéré comme un retrait temporaire d'emploi pour convenances personnelles.

Sous réserve de l'octroi d'un ajournement pour convenances personnelles, les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière en matière de retrait temporaire d'emploi pour convenances personnelles, de protection parentale, de retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales, de congé pour soins à un parent gravement malade et de congé pour soins palliatifs, ne sont pas applicables au candidat musicien.

Les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires en matière de détention préventive, de suspension par mesure d'ordre et de retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire s'appliquent au candidat musicien pour autant que la durée maximum de l'ajournement ne soit pas dépassée.

Art. 31. § 1^{er}. La candidat musicien est revêtu du grade de soldat musicien dès l'acquisition de la qualité de candidat musicien.

§ 2. Dans l'ordre hiérarchique ci-après, le candidat musicien peut être commissionné aux grades suivants, selon les règles que le Roi fixe :

1° le candidat officier chef de musique :

- a) adjudant musicien;
- b) sous-lieutenant chef de musique;
- c) lieutenant chef de musique;

2° le candidat sous-officier musicien :

- a) sergent musicien;
- b) premier sergent musicien.

§ 3. Le candidat officier chef de musique et le candidat sous-officier musicien qui ont suivi avec succès la formation visée à l'article 26 sont nommés respectivement au grade de lieutenant chef de musique et de premier sergent musicien, à la date fixée par le Roi.

Art. 32. La formation en qualité de candidat musicien prend fin dans les cas suivants :

- 1° par l'admission du candidat musicien en qualité de musicien;
- 2° par la perte de la qualité de candidat musicien.

Art. 33. La qualité de candidat musicien est retirée de plein droit par le Roi ou par l'autorité qu'il désigne à cet effet lorsque le candidat musicien :

- 1° est considéré comme ayant échoué définitivement à la suite d'une appréciation insuffisante des qualités professionnelles, caractérielles, ou physiques, sur le plan de la condition physique;
- 2° est déclaré de plein droit comme ayant échoué définitivement parce qu'il ne poursuit pas sa formation, sans raison valable;
- 3° ne répond plus aux exigences requises du point de vue des qualités physiques sur le plan médical;
- 4° ne possède plus les qualités morales requises;
- 5° est pensionné pour inaptitude physique;
- 6° signe un engagement dans une autre qualité ou acquiert une autre qualité dans le cadre actif, dans n'importe quel statut militaire;
- 7° n'est plus citoyen d'un état membre de l'Union européenne ou lorsqu'il fait l'objet d'une décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Art. 34. La qualité de candidat musicien est retirée à la demande du candidat par le Roi ou par l'autorité qu'il désigne à cet effet, selon la procédure prévue pour la résiliation de l'engagement à la demande du candidat militaire du cadre actif.

Een uitstel wegens persoonlijke aangelegenheden wordt beschouwd als een tijdelijke ambtsontheffing wegens persoonlijke aangelegenheden.

Onder voorbehoud van de toekenning van een uitstel wegens persoonlijke aangelegenheden, zijn de wettelijke en reglementaire bepalingen toepasselijk op de beroepsmilitairen inzake tijdelijke ambtsontheffing wegens persoonlijke aangelegenheden, ouderschapsbescherming, tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen, verlof voor verzorging van een zwaar zieke verwant en palliatief verlof niet toepasselijk op de kandidaat-muzikant.

De wettelijke en reglementaire bepalingen toepasselijk op de beroepsmilitairen inzake voorlopige hechtenis, schorsing bij ordemaatregel en tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel zijn toepasselijk op de kandidaat-muzikant voorzover hierdoor de maximumduur van het uitstel niet overschreden wordt.

Art. 31. § 1. De kandidaat-muzikant is vanaf het verwerven van de hoedanigheid van kandidaat-muzikant met de graad van soldaat muzikant bekleed.

§ 2. De kandidaat-muzikant kan volgens de hierna vermelde rangorde aangesteld worden in volgende graden, volgens de regels bepaald door de Koning :

1° de kandidaat-officier kapelmeester;

- a) adjudant muzikant;
- b) onderluitenant kapelmeester;
- c) luitenant kapelmeester;

2° de kandidaat-onderofficier muzikant :

- a) sergeant muzikant;
- b) eerste sergeant muzikant.

§ 3. De kandidaat-officier kapelmeester en de kandidaat-onderofficier muzikant die met goed gevolg de vormingscyclus bedoeld in artikel 26 hebben gevolgd, worden, op de datum bepaald door de Koning, benoemd respectievelijk in de graad van luitenant kapelmeester en eerste sergeant muzikant.

Art. 32. De vorming in de hoedanigheid van kandidaat-muzikant is beëindigd in de volgende gevallen :

- 1° door de opname van de kandidaat-muzikant in de hoedanigheid van muzikant;
- 2° door het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-muzikant.

Art. 33. De hoedanigheid van kandidaat-muzikant wordt van rechtswege ontnomen door de Koning of de overheid die Hij hiertoe aanwijst wanneer de kandidaat-muzikant :

- 1° als definitief mislukt wordt beschouwd wegens een onvoldoende beoordeling van de professionele, karakteriële of fysieke hoedanigheden, op het vlak van de fysieke conditie;
- 2° van rechtswege definitief mislukt wordt verklaard omdat hij zonder geldige reden zijn vorming niet meer verderzet;
- 3° niet meer voldoet aan de eisen die gesteld worden inzake de fysieke hoedanigheden op het medisch vlak;
- 4° de vereiste morele hoedanigheden niet meer bezit;
- 5° wegens lichamelijke ongeschiktheid op pensioen wordt gesteld;
- 6° een dienstneming ondertekent in een andere hoedanigheid of een andere hoedanigheid verwerft in het actief kader in om het even welk militair statuut;
- 7° geen burger meer is van een lid-Staat van de Europese Unie of wanneer hij, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot verwijdering van het grondgebied, terugwijzing, of uitzetting.

Art. 34. De hoedanigheid van kandidaat-muzikant wordt op verzoek van de kandidaat ontnomen door de Koning of de overheid die Hij hiertoe aanwijst, volgens de procedure voorzien voor de verbreking van de dienstneming op verzoek van de kandidaat-militair van het actief kader.

Art. 35. La qualité de candidat musicien peut être retirée d'office par le Roi ou par l'autorité qu'il désigne à cet effet, selon la procédure prévue pour la réalisation d'office de l'engagement du candidat militaire du cadre actif, si le candidat musicien :

1° a acquis cette qualité sur la base d'une fausse déclaration;

2° est condamné, avec ou sans sursis, à un emprisonnement militaire d'un mois au moins du chef d'une infraction réprimée par le Code pénal militaire;

3° s'est rendu coupable de faits graves incompatibles avec son état de militaire ou lorsque sa conduite ou sa manière de servir est mauvaise.

Art. 36. L'autorité compétente pour prononcer la perte de la qualité de candidat musicien est, le cas échéant, également compétente pour prononcer la résiliation de plein droit de l'engagement ou du rengagement et le retrait de plein droit du grade dans lequel le candidat musicien est commissionné, qui en sont les conséquences.

Le candidat musicien qui perd cette qualité et qui, avant l'acquisition de celle-ci, ne faisait pas partie du cadre de réserve ou n'était pas en congé illimité, est envoyé en congé définitif.

CHAPITRE III. — *Du musicien*

Section 1^{re}. — *De l'officier chef de musique*

Art. 37. L'officier chef de musique est rattaché à une promotion de référence, comme fixé pour le candidat officier de carrière du recrutement spécial.

Art. 38. Les grades des officiers chefs de musique se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant :

1° lieutenant chef de musique;

2° capitaine chef de musique;

3° capitaine-commandant chef de musique.

Toutefois, dans des cas exceptionnels qui doivent faire l'objet d'un rapport, le Roi peut commissioner, à titre précaire, un officier chef de musique au grade de major chef de musique.

Art. 39. L'avancement de l'officier chef de musique a lieu dans le corps des musiciens.

Art. 40. L'officier chef de musique ne peut pas être transféré à sa demande dans un autre corps.

Art. 41. L'ancienneté minimum dans le grade immédiatement inférieur pour l'avancement de grade de l'officier chef de musique est celle de carrière de la force terrestre.

Section II. — *Du sous-officier musicien*

Art. 42. Le sous-officier musicien est rattaché à une promotion de référence, comme fixé pour le candidat sous-officier de carrière du recrutement spécial.

Art. 43. Les grades des sous-officiers musiciens se succèdent dans l'ordre hiérarchique suivant :

1° sous-officiers subalternes musiciens :

a) premier sergent musicien;

b) premier sergent-chef musicien;

2° sous-officiers d'élite musiciens :

a) premier sergent-major musicien;

b) adjudant musicien;

3° sous-officiers supérieurs musiciens :

Art. 44. L'avancement du sous-officier musicien à lieu dans le corps des musiciens.

Art. 45. Le sous-officier musicien ne peut pas être transféré à sa demande dans un autre corps.

Art. 46. § 1^{er}. Les nominations aux grades visés à l'article 43 ont lieu à l'ancienneté, parmi les sous-officiers musiciens remplissant les conditions prévues par la présente loi, sauf la nomination au grade d'adjudant-major sous-chef de musique et adjudant-chef de pupitre.

Art. 35. De hoedanigheid van kandidaat-muzikant kan van ambtswege ontnomen worden door de Koning of de overheid die Hij hiertoe aanwijst, volgens de procedure voorzien voor de verbreking van de diensteming van ambtswege van de kandidaat-militair van het actief kader, indien de kandidaat-muzikant :

1° deze hoedanigheid heeft verworven op grond van een valse verklaring;

2° veroordeeld wordt, met of zonder uitstel, tot een militaire gevangenisstraf van ten minste één maand wegens een misdrijf dat volgens het militair strafwetboek strafbaar is;

3° zich aan ernstige, met zijn staat van militair niet overeen te brengen feiten schuldig heeft gemaakt of wanneer zijn gedrag of zijn wijze van dienen slecht is.

Art. 36. De overheid bevoegd om het verlies van de hoedanigheid van kandidaat-muzikant uit te spreken is, desgevallend, eveneens bevoegd om de verbreking van rechtswege van de dienstneming of wederdienstneming uit te spreken en om de graad waarin de kandidaat-muzikant is aangesteld van rechtswege te ontnemen, die hiervan het gevolg zijn.

De kandidaat-muzikant die deze hoedanigheid verliest en die vóór het verwerven ervan geen deel uitmaakte van het reservekader of niet met onbepaald verlof was, wordt met definitief verlof gezonden.

HOOFDSTUK III. — *De muzikant*

Afdeling 1. — *De officier kapelmeester*

Art. 37. De officier kapelmeester wordt gehecht aan een referentie-promotie, zoals bepaald voor de kandidaat-beroepsofficier van de bijzondere werving.

Art. 38. De graden van de officieren kapelmeesters zijn gerangschikt in de volgende hiërarchische volgorde :

1° luitenant kapelmeester;

2° kapitein kapelmeester;

3° kapitein-commandant kapelmeester.

In uitzonderingsgevallen waarover verslag moet worden uitgebracht, kan de Koning, tot wederopzeggens, een officier kapelmeester evenwel aanstellen in de graad van majoor kapelmeester.

Art. 39. De bevordering van de officier kapelmeester heeft plaats in het corps van de muzikanten.

Art. 40. De officier kapelmeester kan niet op zijn verzoek worden overgeplaatst in een ander corps.

Art. 41. De minimumanciënniteit in de onmiddellijk lagere graad voor de bevordering in de graad van de officier kapelmeester is deze van de beroepsofficier van de landmacht.

Afdeling II. — *De onderofficier muzikant*

Art. 42. De onderofficier muzikant wordt gehecht aan een referentie-promotie, zoals bepaald voor de kandidaat-beroepsonderofficier van de bijzondere werving.

Art. 43. De graden van de onderofficieren muzikanten zijn gerangschikt in de volgende hiërarchische volgorde :

1° lagere onderofficieren muzikanten :

a) eerste sergeant muzikant;

b) eerste sergeant-chef muzikant;

2° keuronderofficieren muzikant :

a) eerste sergeant-majoor muzikant;

b) adjudant muzikant;

3° hoofdonderofficieren muzikanten :

Art. 44. De bevordering van de onderofficier muzikant heeft plaats in het corps van de muzikanten.

Art. 45. De onderofficier muzikant kan niet op zijn verzoek worden overgeplaatst in een ander corps.

Art. 46. § 1. De benoemingen in de graden bedoeld in artikel 43 gebeuren naar anciënniteit, onder de onderofficieren muzikanten die de bij deze wet gestelde voorwaarden vervullen, behalve de benoeming in de graad van adjudant-majoor onderkapelmeester en adjudant-chef lessenaaraanvoerder.

Toutefois, le sous-officier musicien dont la manière de servir n'est pas jugée satisfaisante, peut être dépassé à l'avancement. Il en est de même du sous-officier musicien qui n'est pas jugé apte à l'exercice des fonctions du grade supérieur, lorsque ces fonctions sont différentes de celles du grade dont il est revêtu.

L'aptitude ainsi que la manière de servir sont appréciées par le ministre. Pour l'avancement à un grade de sous-officier musicien à partir du grade de premier sergent-chef musicien, les chefs hiérarchiques donnent leur avis sur l'intéressé selon les règles et dans la forme applicables aux sous-officiers de carrière.

Ces avis sont portés à la connaissance de l'intéressé. Aucun avis défavorable ne peut être transmis au Ministre sans que l'intéressé ait pu faire valoir ses justifications.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte :

1° des connaissances dont dispose l'intéressé, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences de l'intéressé sur le plan professionnel, caractériel et physique;

3° des attitudes de l'intéressé à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur.

§ 2. La candidature du sous-officier musicien dépassé peut être réexaminée. Elle doit l'être une première fois dans les deux ans de service actif à dater du premier examen qui en a été fait, et une dernière fois dans le courant de la cinquième année de service actif.

Le sous-officier musicien qui n'a pas été promu après ce dernier examen ne participe plus à l'avancement.

Art. 47. L'ancienneté minimum dans le grade immédiatement inférieur pour l'avancement de grade du sous-officier musicien, à l'exception de l'adjudant-major sous-chef de musique, est celle des sous-officiers de carrière.

Art. 48. Nul ne peut être nommé au grade de premier sergent-major musicien s'il n'a pas satisfait à un examen.

Art. 49. Le sous-officier musicien qui n'a pas réussi l'examen visé à l'article 48 ou qui a renoncé définitivement à y participer, est nommé au grade de premier sergent-chef musicien s'il possède l'ancienneté dans le grade de premier sergent musicien telle qu'exigée d'un premier sergent sous-officier de carrière.

Le sous-officier qui a satisfait à cet examen n'est pas nommé au grade de premier sergent-chef musicien préalablement à sa nomination au grade de premier sergent-major musicien.

Art. 50. Nul ne peut être nommé au grade d'adjudant-chef de pupitre s'il n'a au moins dix années d'ancienneté de sous-officier musicien et s'il n'a pas satisfait à un examen.

Art. 51. Le Roi fixe les épreuves des examens visés aux articles 48 et 50, les conditions de réussite, ainsi que les conditions qui doivent être remplies pour pouvoir y participer et les modalités concernant leur organisation.

Art. 52. Sans préjudice de l'application de l'article 50, le grade d'adjudant-chef de pupitre est octroyé au choix du Ministre, à la suite d'une appréciation des mérites des candidats selon les règles applicables aux sous-officiers de carrière.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte de la potentialité de l'intéressé par rapport aux fonctions du grade supérieur et plus spécifiquement :

1° des connaissances dont dispose l'intéressé, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;

2° des compétences de l'intéressé sur le plan professionnel, caractériel et physique;

3° des attitudes de l'intéressé à l'égard de l'ensemble des obligations de services liées aux fonctions du grade supérieur.

Art. 53. Le grade d'adjudant-major sous-chef de musique est octroyé aux candidats classés en ordre utile à un concours.

Le Ministre fixe, avant l'ouverture de chaque concours, le nombre d'emplois à conférer, en fonction des besoins du corps des musiciens. Ce nombre est communiqué aux intéressés.

Le Roi fixe les épreuves de ce concours, leurs coefficients d'importance et les modalités concernant son organisation.

De onderofficier muzikant van wie de wijze van dienen onbevredigend geacht wordt, mag evenwel bij de bevordering voorbijgegaan worden. Hetzelfde geldt voor de onderofficier muzikant die niet geschikt geoordeeld wordt om de functies van de hogere graad uit te oefenen, wanneer deze functies verschillend zijn van deze van de graad waarmee hij bekleed is.

De minister oordeelt over de geschiktheid en over de wijze van dienen. Voor de bevordering tot een graad van onderofficier muzikant vanaf de graad van eerste sergent-chef muzikant, verstrekkende de hiërarchische meerderen hun advies over betrokkene volgens de regels en in de vorm van toepassing op de beroepsonderofficiëren.

De adviezen worden ter kennis gebracht van betrokkene. Aan de Minister mag geen ongunstig advies worden overgemaakt zonder dat betrokkene zijn verweer heeft kunnen doen gelden.

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden :

1° met de kennis waarover betrokkene beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van betrokkene op het professionele, karakteriële en fysieke vlak;

3° met de attitudes van betrokkene ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad.

§ 2. De kandidatuur van de onderofficier muzikant die voorbijgegaan is kan opnieuw worden onderzocht. De eerste maal moet zulks geschieden binnen de twee jaar werkelijke dienst, te rekenen vanaf het eerste onderzoek, en een laatste maal in de loop van het vijfde jaar werkelijke dienst.

De onderofficier muzikant die na dit laatste onderzoek niet is bevorderd komt niet langer voor bevordering in aanmerking.

Art. 47. De minimumanciënniteit in de onmiddellijk lagere graad voor de bevordering in de graad van de onderofficier muzikant, met uitzondering van de adjudant-majoor onderkapelmeester, is deze van de beroepsonderofficier.

Art. 48. Niemand kan in de graad van eerste sergent-majoor muzikant worden benoemd ten zij, hij slaagt voor een examen.

Art. 49. De onderofficier muzikant die niet slaagt voor het examen bedoeld in artikel 48 of die definitief afgezien heeft van deelname, wordt benoemd in de graad van eerste sergent-chef muzikant, indien hij de aciënniteit heeft in de graad van eerste sergent muzikant zoals vereist van een eerste sergent beroepsonderofficier.

De onderofficier die slaagt voor dit examen, wordt voorafgaandelijk aan zijn benoeming in de graad van eerste sergent-majoor muzikant niet in de graad van eerste sergent-chef muzikant benoemd.

Art. 50. Niemand kan in de graad van adjudant-chef lessenaaraanvoerder worden benoemd indien hij niet tenminste tien jaar anciënniteit als onderofficier muzikant heeft, en indien hij niet slaagt voor een examen.

Art. 51. De Koning bepaalt de proeven van de examens bedoeld in de artikelen 48 en 50, de voorwaarden om te slagen, evenals de voorwaarden die dienen vervuld om eraan te mogen deelnemen en de nadere regels inzake de organisatie ervan.

Art. 52. Onverminderd de toepassing van artikel 50 wordt de graad van adjudant-chef lessenaaraanvoerder verleend naar de keuze van de Minister, ingevolge een beoordeling van de verdiensten van de kandidaten volgens de regels die van toepassing zijn op de beroepsonderofficiëren.

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden met de potentialiteit van betrokkene ten aanzien van de functies van de hogere graad en meer bepaald :

1° met de kennis waarover betrokkene beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;

2° met de kwaliteiten van betrokkene op het professionele, karakteriële en fysieke vlak;

3° met de attitudes van betrokkene ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad.

Art. 53. De graad van adjudant-majoor onderkapelmeester wordt verleend aan de kandidaten die batig gerangschikt zijn bij een vergelijkend examen.

De Minister stelt, vóór de opening van elk vergelijkend examen, het aantal te begeven ambten vast naargelang de behoeften van het korps van de muzikanten. Dit aantal wordt aan betrokkenen medegedeeld.

De Koning bepaalt de proeven van dit vergelijkend examen, hun belangrijkheidscoëfficiënten en de nadere regels inzake de organisatie ervan.

Pour pouvoir y participer, le musicien doit avoir réussi l'examen visé à l'article 48, sa manière de servir doit être jugée satisfaisante et il doit être jugé apte à l'exercice des fonctions de ce grade.

L'aptitude ainsi que la manière de servir sont appréciées par le Ministre. Les chefs hiérarchiques donnent leur avis sur l'intéressé selon les règles et dans la forme applicables aux sous-officiers de carrière.

Ces avis portés à la connaissance de l'intéressé. Aucun avis défavorable ne peut être transmis au Ministre sans que l'intéressé ait pu faire valoir ses justifications.

Lors de l'appréciation, il est tenu compte :

- 1° des connaissances dont dispose l'intéressé, acquises à la suite de formations suivies et d'expériences vécues;
- 2° des compétences de l'intéressé sur le plan professionnel, caractériel et physique;
- 3° des attitudes de l'intéressé à l'égard de l'ensemble des obligations de service liées aux fonctions du grade supérieur.

CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

Section I^{re}. — Dispositions transitoires concernant les musiciens militaires volontaires de carrière

Art. 54. Le Ministre organise une épreuve de passage pour les musiciens militaires volontaires de carrière qui sont en service actif à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition.

Le musicien militaire volontaire de carrière qui réussit l'épreuve de passage visée à l'alinéa 1^{er} est nommé sergent musicien et est admis comme sous-officier musicien le premier jour du mois qui suit la réussite de celle-ci.

Il obtient l'échelle de traitement qui est accordé aux sous-officiers non musiciens du même grade appartenant au niveau 2.

Le musicien militaire volontaire de carrière qui réussit l'épreuve de passage visée à l'alinéa 1^{er} ne peut être nommé qu'aux grades des sous-officiers musiciens subalternes.

Sans préjudice de l'application de l'article 46, le sergent musicien peut être nommé au grade de premier sergent musicien dès qu'il atteint une ancienneté dans le grade de sergent musicien de 4 ans.

Le Roi fixe les mesures d'exécution nécessaires à l'application de la présente disposition.

Art. 55. Le musicien-chef de quatrième classe, qui a définitivement échoué à l'épreuve de passage visée à l'article 54, alinéa 1^{er}, est nommé le premier jour du mois qui suit cet échec, au grade de caporal-chef avec l'ancienneté qu'il a dans le grade de musicien-chef de quatrième classe. Néanmoins, s'il compte au moins huit ans d'ancienneté dans le grade de musicien-chef de quatrième classe, il peut être nommé, avec effet rétroactif au 17 avril 2001, au grade de premier caporal-chef.

Section II. — Dispositions transitoires concernant les musiciens militaires sous-officiers de carrière

Art. 56. Le Ministre organise un examen pour le passage au niveau B des musiciens militaires sous-officiers de carrière qui sont en service à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition.

Est dispensé de l'examen visé à l'alinéa 1^{er}, le musicien militaire sous-officier de carrière détenteur d'un des diplômes suivants :

- 1° un diplôme ou certificat de premier prix;
- 2° un diplôme de maître dans la musique;
- 3° un diplôme supérieur dans une discipline de musique;
- 4° un diplôme dans une discipline de musique qui est au moins équivalent à un diplôme de l'enseignement supérieur de type court;
- 5° un diplôme ou certificat reconnu au moins équivalent à celui visé au 1°, 2°, 3° ou 4°, par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'une directive européenne, d'un accord bilatéral ou d'une convention internationale.

Le musicien militaire sous-officier de carrière qui réussit l'examen visé à l'alinéa 1^{er} ou qui en est dispensé en application de l'alinéa 2, obtient, à la date fixée par le Roi, les échelles de traitement respectives accordées au sous-officier non musicien du même grade appartenant au niveau B.

Om eraan te mogen deelnemen moet de muzikant geslaagd zijn in het examen bedoeld in artikel 48, moet zijn wijze van dienen bevredigend geacht worden en moet hij geschikt geoordeeld worden om de functies van deze graad uit te oefenen.

De Minister oordeelt over de geschiktheid en over de wijze van dienen. De hiërarchische meerderen verstrekken hun advies over betrokkene volgens de regels en in de vorm van toepassing op de beroepsonderofficieren.

De adviezen worden ter kennis gebracht van betrokkene. Aan de Minister mag geen ongunstig advies worden overgemaakt zonder dat betrokkene zijn verweer heeft kunnen doen gelden.

Bij de beoordeling wordt rekening gehouden :

- 1° met de kennis waarover betrokkene beschikt, verworven na gevolgde vormingen en opgedane ervaringen;
- 2° met de kwaliteiten van betrokkene op het professionele, karakteriële en fysieke vlak;
- 3° met de attitudes van betrokkene ten aanzien van het geheel van de dienstverplichtingen verbonden met de functies van de hogere graad.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsbepalingen

Afdeling I. — Overgangsbepalingen betreffende de militaire muzikanten beroepsvrijwilligers

Art. 54. De Minister organiseert een overgangsproof voor de militaire muzikanten beroepsvrijwilligers die in werkelijke dienst zijn bij de inwerkingtreding van deze bepaling.

De militaire muzikant beroepsvrijwilliger die slaagt in de overgangsproof bedoeld in het eerste lid wordt sergeant muzikant benoemd en wordt als onderofficier muzikant opgenomen de eerste dag van de maand die volgt op het slagen ervan.

Hij verkrijgt de weddenschaal die toegekend wordt aan de onderofficieren niet-muzikanten van dezelfde graad behorend tot het niveau 2.

De militaire muzikant beroepsvrijwilliger die slaagt in de overgangsproof bedoeld in het eerste lid kan slechts tot de graden van de lagere onderofficieren muzikanten worden bevorderd.

Onverminderd de toepassing van artikel 46, kan de sergeant muzikant in de graad van eerste sergeant muzikant benoemd worden van zodra hij een anciënniteit in de graad van sergeant muzikant heeft van 4 jaar.

De Koning bepaalt de uitvoeringsmaatregelen die voor de toepassing van deze bepaling vereist zijn.

Art. 55. De muzikant-chef van vierde klasse, die definitief mislukt is in de overgangsproof bedoeld in artikel 54, eerste lid, wordt de eerste van de maand die volgt op deze mislukking, benoemd in de graad van korporaal-chef met de anciënniteit die hij heeft in de graad van muzikant-chef van vierde klasse. Indien hij evenwel minstens 8 jaar anciënniteit heeft als muzikant-chef van vierde klasse, kan hij met terugwerkende kracht tot 17 april 2001, benoemd worden in de graad van eerste korporaal-chef.

Afdeling II. — Overgangsbepalingen betreffende de militaire muzikanten beroepsonderofficieren

Art. 56. De Minister organiseert een examen voor de overgang naar niveau B voor de militaire muzikanten beroepsonderofficieren die in dienst zijn bij de inwerkingtreding van deze bepaling.

Wordt vrijgesteld van het examen bedoeld in het eerste lid, de militaire muzikant beroepsonderofficier in het bezit van een van de volgende diploma's :

- 1° een diploma of certificaat van eerste prijs;
- 2° een diploma van meester in muziek;
- 3° een hoger diploma in een muziekdiscipline;
- 4° een diploma in een muziekdiscipline dat minstens gelijkwaardig is met het diploma van het hoger onderwijs van het korte type;
- 5° een diploma of getuigschrift dat bij of krachtens een wet, decreet, Europese richtlijn, bilateraal akkoord of internationale overeenkomst, als minstens gelijkwaardig is erkend aan het document bedoeld in 1°, 2°, 3° of 4°.

De militaire muzikant beroepsonderofficier die slaagt in het examen bedoeld in het eerste lid of die ervan is vrijgesteld in toepassing van het tweede lid, verkrijgt, op de datum bepaald door de Koning, de respectievelijke weddenschalen die toegekend worden aan de onderofficier niet-muzikant van dezelfde graad behorend tot het niveau B.

Art. 57. A la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, l'appellation du grade est modifiée, avec maintien de l'ancienneté :

1° en « sergent musicien » pour le militaire revêtu du grade de « musicien de troisième classe »;

2° en « premier sergent musicien » pour le militaire revêtu du grade de « musicien de deuxième classe »;

3° en « premier sergent-major musicien » pour le militaire revêtu du grade de « musicien de première classe »;

4° en « adjudant musicien » pour le militaire revêtu du grade de « sous-chef de musique ».

Art. 58. Sans préjudice de l'application de l'article 46, le sergent musicien peut être nommé au grade de premier sergent musicien dès qu'il atteint une ancienneté dans le grade de sergent musicien de 3 ans.

Art. 59. Sans préjudice de l'application de l'article 46, si le premier sergent musicien, à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, compte au moins huit ans d'ancienneté dans le grade de premier sergent, il peut être nommé, avec effet rétroactif au 17 avril 2001, au grade de premier sergent-chef musicien.

Les premiers sergents musiciens et les premiers sergents-chefs musiciens visés à l'alinéa 1^{er}, qui n'ont pas encore présenté deux fois les épreuves d'exécution musicale pour être nommés musicien de première classe peuvent, s'ils n'ont pas renoncé définitivement et s'ils n'ont pas encore présenté ou présenté seulement une fois les épreuves susmentionnées, participer respectivement, encore deux fois ou une fois à l'examen visé à l'article 48.

Sans préjudice de l'application de l'article 46, le premier sergent musicien qui réussit l'examen visé à l'article 48 peut être nommé au grade de premier sergent-major musicien, le premier jour du mois qui suit celui dans lequel il a atteint une ancienneté minimum de six ans dans le grade de premier sergent mais au plus tôt le premier jour du mois qui suit la réussite de cet examen.

Sans préjudice de l'application de l'article 46, le premier sergent-chef musicien qui réussit l'examen visé à l'article 48 peut être nommé au grade de premier sergent-major musicien, le premier jour du mois qui suit la réussite de cet examen.

Art. 60. Le traitement de l'adjudant musicien qui, le jour avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition, bénéficie de l'échelle de traitement de sous-chef de musique, deuxième ou premier soliste des musiciens de l'Orchestre de la Musique royale des Guides ne peut être à aucun moment inférieur à celui dont il aurait bénéficié dans le grade de sous-chef de musique, deuxième ou premier soliste des musiciens de l'Orchestre de la Musique royale des Guides.

Art. 61. Le sous-chef de musique principal est nommé à la date d'entrée en vigueur de la présente disposition au grade d'adjudant-major sous-chef de musique.

Art. 62. Le traitement de l'adjudant-major sous-chef de musique qui le jour avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition bénéficie de l'échelle de traitement de sous-chef de musique principal, des musiciens de l'Orchestre de la Musique royale des Guides ne peut être à aucun moment inférieur à celui dont il aurait bénéficié dans le grade de sous-chef de musique principal des musiciens de l'Orchestre de la Musique royale des Guides.

TITRE III. — *Modification de diverses lois applicables au personnel de la Défense*

CHAPITRE 1^{er}. — *Modification de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire*

Art. 63. Dans le texte néerlandais de l'article 1^{er}ter, alinéa 4, de la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, inséré par la loi du 22 mars 2001, le mot « verbeterings- » est remplacé par le mot « vervolmakings- ».

Art. 64. Dans l'article 7 de la même loi, remplacé par la loi du 25 août 1920 et modifié par les lois du 16 mars 1994 et 22 mars 2001, les dispositions reprises sous 1°, 2° et 3° de la rubrique « Enseignement » sont remplacées par la dispositions suivante :

« L'enseignement est confié au personnel enseignant, dont le statut est fixé par la loi. ».

Art. 57. Op de dag van de inwerkingtreding van deze bepaling wordt de benaming van de graad, met behoud van anciënniteit, gewijzigd :

1° in « sergeant muzikant » voor de militair bekleed met de graad van « muzikant van derde klasse »;

2° in « eerste sergeant muzikant » voor de militair bekleed met de graad van « muzikant van tweede klasse »;

3° in « eerste sergeant-majoor muzikant » voor de militair bekleed met de graad van « muzikant van eerste klasse »;

4° in « adjudant muzikant » voor de militair bekleed met de graad van « onderkapelmeester ».

Art. 58. Onverminderd de toepassing van artikel 46, kan de sergeant muzikant in de graad van eerste sergeant muzikant benoemd worden van zodra hij een anciënniteit in de graad van sergeant muzikant heeft van 3 jaar.

Art. 59. Onverminderd de toepassing van artikel 46, indien de eerste sergeant muzikant, op de datum van inwerkingtreding van deze bepaling, minstens 8 jaar anciënniteit heeft in de graad van eerste sergeant kan hij, met terugwerkende kracht tot 17 april 2001, worden benoemd in de graad van eerste sergeant-chef muzikant.

De eerste sergeanten muzikanten en de eerste sergeanten-chefs muzikanten bedoeld in het eerste lid, die de examens van muziekkuitvoering om tot muzikant van eerste klasse te worden benoemd nog geen tweemaal hebben afgelegd, mogen, indien ze niet definitief hebben verzaakt en indien ze nog niet of slechts éénmaal hebben deelgenomen aan bovenvermelde examens, respectievelijk nog tweemaal of éénmaal deelnemen aan het examen bedoeld in artikel 48.

Onverminderd de toepassing van artikel 46, kan de eerste sergeant muzikant, die slaagt in het examen bedoeld in artikel 48, benoemd worden in de graad van eerste sergeant-majoor muzikant, op de eerste dag van de maand volgend op deze waarin hij een minimumanciënniteit van zes jaar heeft bereikt in de graad van eerste sergeant maar ten vroegste op de eerste dag van de maand volgend op het slagen van dit examen.

Onverminderd de toepassing van artikel 46, kan de eerste sergeant-chef muzikant, die slaagt in het examen bedoeld in artikel 48, benoemd worden in de graad van eerste sergeant-majoor muzikant, op de eerste dag van de maand volgend op het slagen van dit examen.

Art. 60. De wedde van de adjudant muzikant, die op de dag voor de datum van inwerkingtreding van deze bepaling de weddenschaal geniet van respectievelijk onderkapelmeester, tweede of eerste solist van de muzikanten van het Orkest van de Koninklijke Muziekkapel van de Gidsen mag op geen enkel ogenblik lager zijn dan deze die hij zou genoten hebben in de graad van onderkapelmeester, tweede of eerste solist van de muzikanten van het Orkest van de Koninklijke Muziekkapel van de Gidsen.

Art. 61. De hoofdonderkapelmeester wordt op de dag van de inwerkingtreding van deze bepaling benoemd in de graad van adjudant-majoor onderkapelmeester.

Art. 62. De wedde van de adjudant-majoor onderkapelmeester die op de dag voor de datum van inwerkingtreding van deze bepaling de weddenschaal geniet van hoofdonderkapelmeester van de muzikanten van het Orkest van de Koninklijk Muziekkapel van de Gidsen mag op geen enkel ogenblik lager zijn dan deze die hij zou genoten hebben in de graad van hoofdonderkapelmeester van de muzikanten van het Orkest van de Koninklijke Muziekkapel van de Gidsen.

TITEL III. — *Wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School*

Art. 63. In artikel 1^{er}ter, vierde lid, van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001, wordt het woord « verbeterings- » vervangen door het woord « vervolmakings- ».

Art. 64. In artikel 7 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 25 augustus 1920 en gewijzigd bij de wetten van 16 maart 1994 en 22 maart 2001, worden de bepalingen onder 1°, 2° en 3° van de rubriek « Onderwijs » vervangen als volgt :

« Het onderwijs wordt toevertrouwd aan het onderwijzend personeel waarvan het statuut bij wet wordt bepaald. »

Art. 65. A l'article 10 de la même loi, les alinéas 2, 3, 4 et 5 sont abrogés.

Art. 66. L'article 20 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Il est institué au sein de l'Ecole un conseil de perfectionnement et d'instruction, un conseil académique et des conseils de faculté, dont la composition, les compétences et le fonctionnement sont fixés par le Roi. ».

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 30 juillet 1939 concernant l'usage des langues à l'armée*

Art. 67. A l'article 11 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, remplacé par la loi du 28 décembre 1990, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « directeur des études, comme membre du personnel enseignant ou comme inspecteur des études » sont remplacés par les mots « directeur de l'enseignement académique, comme membre du personnel enseignant ou comme directeur de la formation militaire et sportive »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « le directeur civil des études et les membres civils du personnel enseignant » sont remplacés par les mots « Le directeur civil de l'enseignement académique et le personnel enseignant civil ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 23 décembre 1955 relative au statut des officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs*

Art. 68. L'article 3 de la loi du 23 décembre 1955 sur les officiers auxiliaires de la force aérienne, pilotes et navigateurs, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le candidat officier auxiliaire s'engage à rester en service actif pendant une période de treize ans, selon les règles que le Roi fixe. ».

Art. 69. L'article 3bis de la même loi, inséré par la loi du 22 mars 2001, est abrogé.

Art. 70. Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 9bis. L'officier auxiliaire est démis d'office de son emploi sans l'intervention d'un conseil d'enquête s'il est condamné sans sursis à l'interdiction, même temporaire, d'un des droits visés à l'article 31, 1° et 6°, du Code pénal. ».

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et des officiers de réserve des forces armées*

Art. 71. L'intitulé du chapitre I^{er} de la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et des officiers de réserve des forces armées, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre I^{er}. — *Dispositions générales*. ».

Art. 72. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par les lois des 21 décembre 1990 et 22 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° les dispositions au 1° et 2° sont abrogées;

2° au 5°, les mots « des articles 2 et 5 » sont remplacés par les mots « de l'article 2 ».

Art. 73. Dans l'article 2, 2°, de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976, les mots « ou de docteur en médecine vétérinaire » sont remplacés par les mots « , de docteur en médecine vétérinaire, de médecin, de vétérinaire ou de dentiste ».

Art. 74. L'article 5 de la même loi, modifié par la loi du 21 décembre 1990, est abrogé.

Art. 75. A l'article 8 de la même loi, modifié par les lois du 27 décembre 1973, 13 juillet 1976 et du 22 mars 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, les mots « et dans le corps des musiciens » sont supprimés;

2° le § 2, alinéa 1^{er}, 2°, est remplacé par le texte suivant :

« 2° chef de la défense. ».

Art. 65. In artikel 10 van dezelfde wet worden het tweede, derde, vierde en vijfde lid opgeheven.

Art. 66. Artikel 20 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. Er worden in de School een vervolmakings- en opleidingsraad, een academische raad en faculteitsraden ingesteld waarvan de samenstelling, de bevoegdheden en de werking door de Koning worden bepaald. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger*

Art. 67. In artikel 11 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, vervangen bij de wet van 28 december 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « studiedirecteur, lid van het onderwijzend personeel of studie-inspecteur » vervangen door de woorden « directeur van het academisch onderwijs, lid van het onderwijzend personeel of directeur van de militaire en sportieve vorming »;

2° in het tweede lid worden de woorden « De burgerlijke studiedirecteur en de burgerlijke leden van het onderwijzend personeel » vervangen door de woorden « De burgerlijke directeur van het academisch onderwijs en het onderwijzend burgerpersoneel ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 23 december 1955 betreffende het statuut van de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren*

Art. 68. Artikel 3 van de wet van 23 december 1955 betreffende de hulpofficieren van de luchtmacht, piloten en navigatoren wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De kandidaat-hulpofficier verbindt zich in werkelijke dienst te blijven gedurende een periode van dertien jaar, volgens de regels die de Koning bepaalt. ».

Art. 69. Artikel 3bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001, wordt opgeheven.

Art. 70. In dezelfde wet wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidende :

« Art. 9bis. De hulpofficier wordt van ambtswege uit zijn ambt ontzet zonder de tussenkomst van een onderzoeksraad indien hij zonder uitstel veroordeeld wordt tot de, zelfs tijdelijke, ontzetting uit één van de rechten bedoeld in artikel 31, 1° en 6°, van het Strafwetboek. ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren en de reserveofficieren van de krijgsmacht*

Art. 71. Het opschrift van hoofdstuk I van titel I van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut van de beroepsofficieren en de reserveofficieren van de krijgsmacht, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk I. — *Algemene bepalingen*. ».

Art. 72. In artikel 1, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1990 en 22 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepalingen in 1° en 2° worden opgeheven;

2° in 5° worden de woorden « van artikelen 2 en 5 » vervangen door de woorden « van artikel 2 ».

Art. 73. In artikel 2, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976, worden de woorden « of van doctor in de veerartsenijkunde » vervangen door de woorden « , doctor in de veerartsenijkunde, arts, dierenarts of tandarts ».

Art. 74. Artikel 5 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 21 december 1990, wordt opgeheven.

Art. 75. In artikel 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 27 december 1973, 13 juli 1976 en 22 maart 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 1°, vervallen de woorden « en het korps van de muzikanten »;

2° paragraaf 2, eerste lid, 2°, wordt vervangen als volgt :

« 2° chef defensie. ».

Art. 76. A l'article 11, § 1^{er}, 1°, de la même loi, les mots « la perte de la nationalité belge » sont remplacés par les mots « la perte de la nationalité ayant pour conséquence que le militaire n'est plus citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne, ou la décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

Art. 77. A l'article 12bis, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994, les mots « ou d'une promotion sociale vers une catégorie de personnel supérieure » sont supprimés.

Art. 78. L'article 12ter de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994 et modifié par la loi du 22 mars 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12ter. L'officier général proposé par le Conseil des Ministres pour exercer l'emploi de chef de la défense est désigné à cet emploi par le Roi.

La durée de ce mandat est de quatre ans. ».

Art. 79. L'article 14 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1990 et 25 mai 2000, est remplacé par la dispositions suivante :

« Art. 14. Le retrait temporaire d'emploi n'a lieu que dans les cas suivants :

1° à la demande de l'officier :

- a) pour convenances personnelles;
- b) par interruption de carrière;
- c) pour raisons familiales;

2° imposé par l'autorité :

- a) pour motif de santé;
- b) par mesure disciplinaire;
- c) par suspension par mesure d'ordre. ».

Art. 80. A l'article 15 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1990, 20 mai 1994 et 25 mai 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, les mots « sur propre demande » sont remplacés par les mots « pour convenances personnelles »;

2° les alinéas 4, 5 et 6 deviennent l'article 14bis de la même loi.

Art. 81. A l'article 15bis de la même loi, inséré par la loi du 25 mai 2000, le § 3 est abrogé.

Art. 82. Un article 23bis, rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Art. 23bis. L'officier est démis d'office de son emploi sans l'intervention d'un conseil d'enquête s'il est condamné sans sursis à l'interdiction, même temporaire, d'un des droits visés à l'article 31, 1° et 6°, du Code pénal. ».

CHAPITRE V. — *Modification de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées*

Art. 83. A l'article 14, § 1^{er}, 1°, de la loi du 27 décembre 1961 relative au statut des sous-officiers du cadre actif des forces armées, les mots « La perte de la nationalité belge » sont remplacés par les mots « La perte de la nationalité ayant pour conséquence que le militaire n'est plus citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne, ou la décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

Art. 84. L'article 16 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1990 et 25 mai 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Le retrait temporaire d'emploi n'a lieu que dans les cas suivants :

1° à la demande du sous-officier :

- a) pour convenances personnelles;
- b) par interruption de carrière;
- c) pour raisons familiales;

Art. 76. In artikel 11, § 1, 1°, van dezelfde wet, worden de woorden « het verlies van de Belgische nationaliteit » vervangen door de woorden « het verlies van de nationaliteit dat voor gevolg heeft dat de militair geen burger meer is van een lid Staat van de Europese Unie, of de beslissing tot verwijdering van het grondgebied, tot terugwijziging of tot uitzetting, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ».

Art. 77. In artikel 12bis, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1994, vervallen de woorden « of een sociale promotie naar een hogere personeels-categorie ».

Art. 78. Artikel 12ter van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1994 en gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, wordt vervangen als volgt :

« Art. 12ter. De door de Ministerraad voorgestelde opperofficier om het ambt van chef defensie uit te oefenen wordt door de Koning voor dit ambt aangewezen.

De duur van dit mandaat is vier jaar. ».

Art. 79. Artikel 14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1990 en 25 mei 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. Tijdelijke ambtsontheffing heeft alleen plaats in de volgende gevallen :

1° op aanvraag van de officier :

- a) wegens persoonlijke aangelegenheden;
- b) wegens loopbaanonderbreking;
- c) om gezinsredenen;

2° door de overheid opgelegd :

- a) om gezondheidsredenen;
- b) bij tuchtmaatregel;
- c) door schorsing bij ordemaatregel.

Art. 80. In artikel 15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1990, 20 mei 1994 en 25 mei 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « op eigen aanvraag » vervangen door de woorden « wegens persoonlijke aangelegenheden »;

2° het vierde, het vijfde en het zesde lid worden artikel 14bis van dezelfde wet.

Art. 81. In artikel 15bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 mei 2000, wordt § 3 opgeheven.

Art. 82. In dezelfde wet wordt een artikel 23bis ingevoegd, luidende :

« Art. 23bis. De officier wordt van ambtswege uit zijn ambt ontzet zonder de tussenkomst van een onderzoeksraad indien hij zonder uitsel veroordeeld wordt tot de ontzetting, zelfs tijdelijke, uit één van de rechten bedoeld in artikel 31, 1° en 6°, van het Strafwetboek. ».

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht*

Art. 83. In artikel 14, § 1, 1°, van de wet van 27 december 1961 betreffende het statuut van de onderofficieren van het actief kader van de krijgsmacht, worden de woorden « Het verlies van de Belgische nationaliteit » vervangen door de woorden « Het verlies van de nationaliteit dat voor gevolg heeft dat de militair geen burger meer is van een lid-Staat van de Europese Unie, of de beslissing tot verwijdering van het grondgebied, tot terugwijziging of tot uitzetting, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ».

Art. 84. Artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1990 en 25 mei 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. Tijdelijke ambtsontheffing heeft alleen plaats in de volgende gevallen :

1° op aanvraag van de onderofficier :

- a) wegens persoonlijke aangelegenheden;
- b) wegens loopbaanonderbreking;
- c) om gezinsredenen;

2° imposé par l'autorité :

- a) pour motif de santé;
- b) par mesure disciplinaire;
- c) par suspension par mesure d'ordre. ».

Art. 85. A l'article 17 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1990, 20 mai 1994 et 25 mai 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, les mots « sur propre demande » sont remplacés par les mots « pour convenances personnelles »;

2° les alinéas 4 et 5 deviennent l'article 16bis de la même loi.

Art. 86. A l'article 17bis de la même loi, inséré par la loi du 25 mai 2000, le § 3 est abrogé.

Art. 87. Un article 25bis, rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Art. 25bis. Le sous-officier est démis d'office de son emploi sans l'intervention d'un conseil d'enquête s'il est condamné sans sursis à l'interdiction, même temporaire, d'un des droits visés à l'article 31, 1° et 6°, du Code pénal. ».

Art. 88. Est abrogé dans la même loi, le chapitre VII du titre II comportant les articles suivants :

1° l'article 41, remplacé par la loi du 20 mai 1994;

2° l'article 42, remplacé par la loi du 22 mars 2001;

3° les articles 43, 45 et 46, modifiés par la loi du 20 mai 1994;

4° l'article 44, remplacé par la loi du 21 décembre 1990 et modifié par la loi du 22 mars 2001.

CHAPITRE VI. — *Modification de la loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix*

Art. 89. L'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix, est remplacé par le texte suivant :

« 1° le conjoint si l'intéressé est marié, non séparé de corps, ou la personne avec qui l'intéressé cohabite au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil; ».

CHAPITRE VII. — *Modification de la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées*

Art. 90. A l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 12 juillet 1973 relative au statut des volontaires du cadre actif des forces armées, les mots « la perte de la nationalité belge » sont remplacés par les mots « la perte de la nationalité ayant pour conséquence que le militaire n'est plus citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne, ou la décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

Art. 91. L'article 10 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1990 et 25 mai 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le retrait temporaire d'emploi n'a lieu que dans les cas suivants :

1° à la demande du volontaire :

- a) pour convenances personnelles;
- b) par interruption de carrière;
- c) pour raisons familiales;

2° imposé par l'autorité :

- a) pour motif de santé;
- b) par mesure disciplinaire;
- c) par suspension par mesure d'ordre. »

Art. 92. A l'article 11 de la même loi, modifié par les lois des 28 décembre 1990, 20 mai 1994 et 25 mai 2000, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 3, les mots « sur propre demande » sont remplacés par les mots « pour convenances personnelles »;

2° les alinéas 4 et 5 deviennent l'article 10bis de la même loi.

2° door de overheid opgelegd;

- a) om gezondheidsredenen;
- b) bij tuchtmaatregel;
- c) door schorsing bij ordemaatregel. ».

Art. 85. In artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1990, 20 mei 1994 en 25 mei 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « op eigen aanvraag » vervangen door de woorden « wegens persoonlijke aangelegenheden »;

2° het vierde en het vijfde lid worden artikel 16bis van dezelfde wet.

Art. 86. In artikel 17bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 mei 2000, wordt § 3 opgeheven.

Art. 87. In dezelfde wet wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidende :

« Art. 25bis. De onderofficier wordt van ambtswege uit zijn ambt ontzet zonder de tussenkomst van een onderzoeksraad indien hij zonder uitstel veroordeeld wordt tot de, zelfs tijdelijke, ontzetting uit één van de rechten bedoeld in artikel 31, 1° en 6°, van het Strafwetboek. ».

Art. 88. In dezelfde wet wordt opgeheven het hoofdstuk VII in titel II omvattende volgende artikelen :

1° artikel 41, vervangen bij de wet van 20 mei 1994;

2° artikel 42, vervangen bij de wet van 22 maart 2001;

3° de artikelen 43, 45 en 46, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994;

4° artikel 44, vervangen bij de wet van 21 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd*

Art. 89. Artikel 4, eerste lid, 1°, van de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd, wordt vervangen als volgt :

« 1° de echtgeno(o)t(e) indien de betrokkene gehuwd en niet van tafel en bed gescheiden is, of de persoon met wie de betrokkene samenwoont overeenkomstig de artikelen 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek; ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht*

Art. 90. In artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 12 juli 1973 betreffende het statuut van de vrijwilligers van het actief kader van de krijgsmacht, worden de woorden « het verlies van de Belgische nationaliteit » vervangen door de woorden « het verlies van de nationaliteit dat voor gevolg heeft dat de militair geen burger meer is van een lid Staat van de Europese Unie, of de beslissing tot verwijdering van het grondgebied, tot terugwijzing of tot uitzetting, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ».

Art. 91. Artikel 10 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1990 en 25 mei 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. Tijdelijke ambtsontheffing heeft alleen plaats in de volgende gevallen :

1° op aanvraag van de vrijwilliger;

- a) wegens persoonlijke aangelegenheden;
- b) wegens loopbaanonderbreking;

c) om gezinsredenen;

2° door de overheid opgelegd :

- a) om gezondheidsredenen;
- b) bij tuchtmaatregel;
- c) door schorsing bij ordemaatregel. ».

Art. 92. In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 28 december 1990, 20 mei 1994 en 25 mei 2000, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid worden de woorden « op eigen aanvraag » vervangen door de woorden « wegens persoonlijke aangelegenheden »;

2° het vierde en het vijfde lid worden artikel 10bis van dezelfde wet.

Art. 93. A l'article 11bis de la même loi, inséré par la loi du 25 mai 2000, le § 3 est abrogé.

Art. 94. Un article 18quinquies, rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

« Art. 18quinquies. Le volontaire est démis d'office de son emploi sans l'intervention d'un conseil d'enquête s'il est condamné sans sursis à l'interdiction, même temporaire, d'un des droits visés à l'article 31, 1° et 6°, du Code pénal. ».

Art. 95. Est abrogé dans la même loi, le chapitre VII comportant les articles suivants :

1° l'article 21, remplacé par la loi du 22 mars 2001;

2° l'article 21bis, inséré par la loi du 21 décembre 1990 et modifié par la loi du 20 mai 1994;

3° l'article 22, remplacé par la loi du 20 mai 1994.

Art. 96. A l'article 22bis de la même loi, inséré par la loi du 13 juillet 1976 et modifié par la loi du 20 mai 1994, les mots « , y compris les musiciens volontaires, » sont supprimés.

CHAPITRE VIII. — *Modification de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées*

Art. 97. A l'article 5, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des forces armées modifié par la loi du 20 mai 1994, les mots « de la force aérienne, lequel a autorité sur le militaire du cadre temporaire » sont supprimés.

CHAPITRE IX. — *Modification de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées*

Art. 98. L'article 53ter de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, inséré par la loi du 28 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53ter. § 1^{er}. Un congé d'accueil est accordé à la demande au militaire du cadre actif en service actif, à l'exception du militaire qui soit effectue des prestations dans le régime du départ anticipé à mi-temps soit se trouve en disponibilité volontaire ou automatique, qui adopte un enfant mineur.

Le congé d'accueil peut être pris à partir du moment où le militaire fournit une attestation officielle soit d'adoption ou de placement par un juge soit d'introduction d'une procédure d'adoption ainsi qu'une attestation qui certifie que l'enfant est inscrit au registre de la population d'une commune. Ce congé doit être pris dans l'année qui suit l'accueil de l'enfant.

Le congé est de six semaines au plus ou de quatre semaines au plus, selon que l'enfant accueilli n'a pas atteint ou a atteint l'âge de trois ans.

La durée maximum du congé d'accueil est doublée lorsque l'enfant accueilli est handicapé et satisfait aux conditions pour bénéficier des allocations familiales en application de l'article 47 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés ou de l'article 26 de l'arrêté royal du 8 avril 1976 établissant le régime des prestations familiales en faveur des travailleurs indépendants.

En cas d'adoption multiple, le congé est octroyé pour chaque enfant.

Pour l'application du présent article, la tutelle officieuse est assimilée à l'adoption.

Le congé d'accueil est rémunéré et est assimilé à une période de service actif.

§ 2. En cas de mobilisation ou en période de guerre, les militaires ne peuvent pas obtenir un congé d'accueil.

Les congés d'accueil prennent automatiquement fin, sans préavis, en période de guerre ou en cas de mobilisation. ».

Art. 99. Un article 53quinquies, rédigé comme suit, est inséré dans la section 2bis du chapitre IV de la même loi :

« Art 53quinquies. § 1^{er}. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, le Ministre de la Défense peut accorder un congé de protection parentale au militaire qui le demande, afin de lui permettre de se consacrer à sa famille lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant.

Art. 93. In artikel 11bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 25 mei 2000, wordt § 3 opgeheven.

Art. 94. In dezelfde wet wordt een artikel 18quinquies ingevoegd, luidende :

« Art. 18quinquies. De vrijwilliger wordt van ambtswege uit zijn ambt ontzet zonder de tussenkomst van een onderzoeksraad indien hij zonder uitstel veroordeeld wordt tot de, zelfs tijdelijke, ontzetting uit één van de rechten bedoeld in artikel 31, 1° en 6°, van het Strafwetboek. ».

Art. 95. In dezelfde wet wordt opgeheven het hoofdstuk VII omvatende volgende artikelen :

1° artikel 21, vervangen bij de wet van 22 maart 2001;

2° artikel 21bis, ingevoegd bij de wet van 21 december 1990 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994;

3° artikel 22, vervangen bij de wet van 20 mei 1994.

Art. 96. In artikel 22bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, vervallen de woorden « , met inbegrip van de vrijwilligersmuzikanten, ».

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht*

Art. 97. In artikel 5, § 2, eerste lid, van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, vervallen de woorden « van de luchtmacht, die op zijn beurt gezag heeft over de militair van het tijdelijk kader ».

HOOFDSTUK IX. — *Wijziging van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht*

Art. 98. Artikel 53ter van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, ingevoegd bij de wet van 28 december 1990, wordt vervangen als volgt :

« Art. 53ter. § 1. Een opvangverlof wordt op aanvraag toegekend aan de militair van het actief kader in werkelijke dienst, met uitzondering van de militair die hetzij prestaties verricht in de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap hetzij zich in vrijwillige of automatische beschikbaarheid bevindt, die een minderjarig kind adopteert.

Het opvangverlof kan genomen worden vanaf het ogenblik dat de militair een officieel attest aflevert ofwel van adoptie of plaatsing door een rechter ofwel van indiening van een adoptieprocedure alsmede een attest dat bevestigt dat het kind in het bevolkingsregister van een gemeente ingeschreven is. Dit verlof dient genomen te worden binnen het jaar dat volgt op de opnemings van het kind.

Het verlof bedraagt ten hoogste zes weken of ten hoogste vier weken, naargelang het opgenomen kind de leeftijd van drie jaar nog niet bereikt of reeds bereikt heeft.

De maximumduur van het opvangverlof wordt verdubbeld wanneer het opgenomen kind mindervalide is en voldoet aan de voorwaarden om in aanmerking te komen voor de kinderbijlagen met toepassing van artikel 47 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijlagen voor loonarbeiders of van artikel 26 van het koninklijk besluit van 8 april 1976 houdende regeling van de gezinsbijslag ten voordele van de zelfstandigen.

In geval van adoptie van meerdere kinderen wordt het verlof toegekend voor elk kind.

Voor de toepassing van dit artikel worden pleegvoogdij en adoptie gelijkgesteld.

Het opvangverlof wordt bezoldigd en wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst.

§ 2. In geval van mobilisatie of in periode van oorlog kunnen de militairen geen opvangverlof bekomen.

De toegekende opvangverloven eindigen automatisch, zonder opzegging, in periode van oorlog of in geval van mobilisatie. ».

Art. 99. In afdeling 2bis van hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt een artikel 53quinquies ingevoegd, luidende :

« Art 53quinquies. § 1. De Minister van Landsverdediging kan, voor zover het belang van de dienst dit niet in de weg staat, een verlof voor ouderschapsbescherming toestaan aan de militair die erom vraagt, teneinde hem toe te laten om zich aan zijn gezin te wijden op het ogenblik van de geboorte of de adoptie van een kind.

§ 2. Par naissance ou par adoption, multiple ou non, il peut être accordé un seul congé de protection parentale, d'une durée maximale de trois mois. A la demande du militaire, cette durée est réduite à un ou deux mois.

Dans le cas d'une naissance, le congé doit débiter avant que l'enfant concerné n'atteigne l'âge de 4 ans.

Toutefois, lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le congé doit débiter avant que l'enfant n'atteigne l'âge de 8 ans.

Dans le cas d'une adoption, le congé doit débiter dans la période de 4 ans qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où le militaire a sa résidence, et avant que l'enfant n'atteigne l'âge de 8 ans.

§ 3. Le militaire concerné n'a pas droit au traitement. Toutefois, il perçoit une allocation d'interruption aux taux et aux conditions fixés pour le personnel des services publics fédéraux.

§ 4. Le Roi fixe les modalités relatives aux procédures de demande et d'octroi du congé de protection parentale. ».

Art. 100. A l'article 54 de la même loi, l'alinéa 5 est abrogé.

Art. 101. L'intitulé de la section 4 du chapitre IV de la même loi est complété comme suit : « et du congé pour soins à un parent gravement malade ».

Art. 102. Un article 54bis, rédigé comme suit, est inséré dans la section 4, du chapitre de la même loi :

« Art. 54bis. § 1^{er}. Pour autant que l'intérêt du service ne s'y oppose pas, le Ministre de la Défense peut accorder un congé pour soins à un parent gravement malade au militaire qui le demande, afin de lui permettre de dispenser des soins à un parent atteint d'une maladie grave.

Pour l'application du présent article, l'on entend par :

1° « parent » :

a) un membre du ménage du militaire, c'est-à-dire toute personne qui cohabite avec celui-ci;

b) un membre de la famille du militaire ou de son conjoint ou cohabitant, aussi bien les ascendants et les descendants que les collatéraux, jusqu'au deuxième degré;

2° « maladie grave » : toute maladie ou intervention médicale qui est considérée comme telle par le médecin traitant, à l'exception d'une maladie incurable en phase terminale, et pour laquelle ce médecin est d'avis que toute forme de soins ou d'assistance sociale, familiale ou morale est nécessaire pour la convalescence.

§ 2. La preuve de la raison du congé est apportée par le militaire concerné au moyen d'une attestation délivrée par le médecin traitant du parent atteint d'une maladie grave, dont il ressort que le militaire concerné est disposé à assister ou donner des soins à ce parent.

§ 3. Le congé peut être pris par périodes de minimum un mois et maximum trois mois, consécutives ou non, et renouvelables à concurrence de douze mois par parent atteint d'une maladie grave et de trente-six mois au cours de la carrière du militaire.

A la demande du militaire, il est mis fin au congé avant l'expiration de celui-ci.

§ 4. Le militaire concerné n'a pas droit au traitement. Toutefois, il perçoit une allocation d'interruption aux taux et aux conditions fixés pour le personnel des services publics fédéraux.

§ 5. Le Roi fixe les modalités relatives aux procédures de demande et d'octroi du congé pour soins à un parent gravement malade. ».

§ 2. Per geboorte of adoptie, van een éénmaling of een meerling, kan er één enkel verlof voor ouderschapsbescherming toegestaan worden, van maximum drie maanden. Deze duur wordt, op aanvraag van de militair, verminderd tot één of twee maanden.

In geval van geboorte dient het verlof te beginnen vooraleer het betrokken kind de leeftijd van 4 jaar bereikt.

Evenwel, wanneer het kind voor ten minste 66 % getroffen is door een vermindering van lichamelijke of geestelijke geschiktheid in de zin van de regelgeving betreffende de kinderbijslag, dient het verlof te beginnen vooraleer het betrokken kind de leeftijd van 8 jaar bereikt.

In geval van adoptie dient het verlof te beginnen binnen de periode van 4 jaar die loopt vanaf de inschrijving van het kind als gezinslid in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente waar de militair zijn verblijfplaats heeft, en vooraleer het betrokken kind de leeftijd van 8 jaar bereikt.

§ 3. De betrokken militair heeft geen recht op wedde. Hij ontvangt niettemin een onderbrekingstoelage tegen de tarieven en onder de voorwaarden vastgesteld voor het personeel van de federale overheidsdiensten.

§ 4. De Koning bepaalt de nadere regels betreffende de aanvraag- en toekenningsprocedures van het verlof voor ouderschapsbescherming. ».

Art. 100. In artikel 54 van dezelfde wet wordt het vijfde lid opgeheven.

Art. 101. Het opschrift van afdeling 4 van hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt : « en het verlof voor verzorging van een zwaar zieke verwant ».

Art. 102. In afdeling 4 van hoofdstuk IV van dezelfde wet wordt een artikel 54bis ingevoegd, luidende :

« Art. 54bis. § 1. De Minister van Landsverdediging kan, voorzover het belang van de dienst dit niet in de weg staat, een verlof voor verzorging van een zwaar zieke verwant toestaan aan de militair die erom vraagt, teneinde hem toe te laten om verzorging te verlenen aan een verwant die aan een zware ziekte lijdt.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder :

1° « verwant » :

a) een gezinslid van de militair, dit wil zeggen elke persoon die samenwoont met deze;

b) een familielid van de militair of van zijn of haar echtgeno(o)t(e) of samenwonende, zowel de ascendenten en de descendenten als de collateralen, tot de tweede graad;

2° « zware ziekte » : elke ziekte of medische ingreep die door de behandelende arts als dusdanig wordt beschouwd, met uitzondering van een ongeneeslijke ziekte in terminale fase, en waarbij de arts oordeelt dat elke vorm van verzorging of van sociale, familiale of morele bijstand noodzakelijk is voor het herstel.

§ 2. Het bewijs van de reden van het verlof voor verzorging wordt geleverd door de betrokken militair bij middel van een attest afgeleverd door de behandelende geneesheer van de verwant die aan een zware ziekte lijdt, waaruit blijkt dat de betrokken militair bereid is bijstand of verzorging te verlenen aan deze verwant.

§ 3. Het verlof kan worden opgenomen per periodes van minimum één maand en maximum drie maanden, aaneensluitend of niet, en hernieuwbaar tot twaalf maanden per verwant lijdend aan een zware ziekte en tot zesentwintig maanden tijdens de loopbaan van de militair.

Op aanvraag van de militair wordt het verlof vóór zijn afloop beëindigd.

§ 4. De betrokken militair heeft geen recht op wedde. Hij ontvangt niettemin een onderbrekingstoelage tegen de tarieven en onder de voorwaarden vastgesteld voor het personeel van de federale overheidsdiensten.

§ 5. De Koning bepaalt de nadere regels betreffende de aanvraag- en toekenningsprocedures van het verlof voor verzorging van een zwaar zieke verwant. ».

CHAPITRE X. — *Modification de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical*

Art. 103. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, remplacé par la loi du 24 mars 1999, les mots « appartenant au cadre de carrière ou de complément ou qui effectuent des prestations de service par le biais d'« engagements ou de réengagements » sont remplacés par les mots « du cadre actif ».

Art. 104. A l'article 15, § 3, alinéa 5, de la même loi, remplacé par la loi du 2 août 2002, les mots « les candidats musiciens militaires, » sont insérés entre les mots « les candidats militaires du cadre actif » et les mots « les candidats officiers auxiliaires ».

CHAPITRE XI. — *Modification de la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif*

Art. 105. Sont abrogés, dans la loi du 21 décembre 1990 portant statut des candidats militaires du cadre actif :

- 1° l'article 9, modifié par la loi du 20 mai 1994;
- 2° l'article 9bis, alinéa 3, inséré par la loi du 22 mars 2001;
- 3° les articles 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° et 4°, et § 2, 11, 12 et 13, modifiés par la loi du 20 mai 1994;
- 4° l'article 13bis, inséré par la loi du 22 mars 2001;
- 5° l'article 14;
- 6° l'article 15, alinéa 2, remplacé par la loi du 20 mai 1994;
- 7° les articles 16 et 19, modifiés par la loi du 20 mai 1994.

Art. 106. A l'article 2 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « les Belges » sont remplacés par les mots « ceux qui »;
- 2° l'alinéa 2, modifié par la loi du 20 mai 1994, est complété par les mots suivants :

« , pour autant qu'il signe un acte par lequel il s'engage à rester en service pendant une période, exprimée en nombre d'années entières, qui correspond à la durée de formation, définie par le Roi, au besoin arrondi vers le haut. Le candidat reçoit un exemplaire de l'acte d'engagement qu'il a souscrit.

Art. 107. L'article 5bis de la même loi, inséré par la loi du 20 mai 1994 et modifié par la loi du 25 mai 2000, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5bis. Sous réserve de l'octroi d'un ajournement convenances personnelles, les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière en matière de retrait temporaire d'emploi pour convenances personnelles, de protection parentale, de retrait temporaire d'emploi pour raisons familiales, de congé pour soins à un parent gravement malade et de congé pour soins palliatifs, ne sont pas applicables aux candidats.

Les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires de carrière en matière de détention préventive, de suspension par mesure d'ordre et de retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire s'appliquent aux candidats pour autant que la durée maximum de l'ajournement ne soit pas dépassée. ».

Art. 108. A l'article 17 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « visé à l'article 2, alinéa 2, » sont insérés entre les mots « engagement » et « ou »;
- 2° dans l'alinéa 2, les mots « des engagements et » sont remplacés par les mots « de l'engagement visé à l'article 2, alinéa 2, et des ».

Art. 109. L'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 20 mai 1994, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. § 1^{er}. L'engagement visé à l'article 2, alinéa 2, prend cours par la signature de l'acte le jour où le candidat commence sa formation.

Cet acte met fin de plein droit et à sa date à tout engagement ou rengagement antérieur.

§ 2. Le rengagement prend cours à l'expiration de l'engagement. ».

HOOFDSTUK X. — *Wijziging van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst*

Art. 103. In artikel 1, § 1, eerste lid, van de wet van 11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, vervangen bij de wet van 24 maart 1999, worden de woorden « die behoren tot het beroeps- of aanvullingskader of die dienstprestaties verrichten door middel van dienstnemingen of wederdienstnemingen » vervangen door de woorden « van het actief kader ».

Art. 104. In artikel 15, § 3, vijfde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 augustus 2002, worden de woorden « de kandidaat militaire muzikanten, » ingevoegd tussen de woorden « de kandidaat-militairen van het actief kader, » en de woorden « de kandidaat-hulpofficieren ».

HOOFDSTUK XI. — *Wijziging van de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader*

Art. 105. In de wet van 21 december 1990 houdende statuut van de kandidaat-militairen van het actief kader worden opgeheven :

- 1° artikel 9, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994;
- 2° artikel 9bis, derde lid, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001;
- 3° de artikelen 10, § 1, eerste lid, 1° en 4°, en § 2, 11, 12 en 13, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994;
- 4° artikel 13bis, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001;
- 5° artikel 14;
- 6° artikel 15, tweede lid, vervangen bij de wet van 20 mei 1994;
- 7° de artikelen 16 en 19, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994.

Art. 106. In artikel 2 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, 1°, worden de woorden « de Belgen » vervangen door het woord « degenen »;
- 2° het tweede lid, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt aangevuld als volgt :

« , voor zover hij een akte ondertekent waarbij hij zich ertoe verbindt in dienst te blijven voor een periode, in volle jaren uitgedrukt, die overeenstemt met de duur van zijn vorming zoals bepaald door de Koning, desnoods naar boven afgerond. De kandidaat ontvangt een exemplaar van de dienstnemingsakte die hij heeft onderschreven. ».

Art. 107. Artikel 5bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 20 mei 1994 en gewijzigd bij de wet van 25 mei 2000, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5bis. Onder voorbehoud van de toekenning van een uitstel wegens persoonlijke aangelegenheden, zijn de wettelijke en reglementaire bepalingen toepasselijk op de beroepsmilitairen inzake tijdelijke ambtsontheffing wegens persoonlijke aangelegenheden, ouderschapsbescherming, tijdelijke ambtsontheffing om gezinsredenen, verlof voor verzorging van een zwaar zieke verwant en palliatief verlof niet toepasselijk op de kandidaten.

De wettelijke en reglementaire bepalingen toepasselijk op de beroepsmilitairen inzake voorlopige hechtenis, schorsing bij ordemaatregel en tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel zijn toepasselijk op de kandidaten voorzover hierdoor de maximumduur van het uitstel niet wordt overschreven. ».

Art. 108. In artikel 17 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid, worden de woorden « bedoeld in artikel 2, tweede lid, » ingevoegd tussen het woord « dienstneming » en het woord « of »;
- 2° in het tweede lid, worden de woorden « de dienstnemingen en » vervangen door de woorden « de dienstneming bedoeld in artikel 2, tweede lid, en van de ».

Art. 109. Artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 20 mei 1994, wordt vervangen als volgt :

« Art. 18. § 1. De dienstneming bedoeld in artikel 2, tweede lid, gaat in door de ondertekening van de akte de dag waarop de kandidaat zijn vorming begint.

Deze akte doet elke vroegere dienstneming of wederdienstneming van rechtswege en op zijn datum eindigen.

§ 2. De wederdienstneming gaat in bij het verstrijken van de dienstneming. ».

Art. 110. A l'article 21, § 5, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « aux articles 11, alinéa 2, 12, alinéa 2, 1^o, et alinéa 3, ainsi qu'à l'article 13, alinéa 2 » sont remplacés par les mots « à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1^o ».

Art. 111. L'article 24, § 6, de la même loi, remplacé par la loi du 2 août 2002, est remplacé par la disposition suivante :

« § 6. Aux conditions, pour la durée et selon la procédure que le Roi fixe, le candidat qui, à la suite d'une suspension par mesure d'ordre, d'une détention préventive ou d'un retrait temporaire d'emploi par mesure disciplinaire ou pour des raisons de santé, à la suite d'une grossesse ou pour convenances personnelles, se trouve ou se trouvait dans l'impossibilité de se préparer ou de se présenter à certains examens ou épreuves ou pour suivre ou parfaire certaines parties de la formation peut obtenir de l'autorité désignée par le Roi un ajournement pour présenter certains examens ou épreuves ou pour suivre ou parfaire certaines parties de la formation.

Un ajournement pour convenances personnelles est considéré comme un retrait temporaire d'emploi pour convenances personnelles. »

Art. 112. A l'article 25 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

3^o dans l'alinéa 1^{er}, 5^o, les mots « état-major général » sont remplacés par les mots « état-major de la défense »;

4^o dans l'alinéa 1^{er}, 7^o, les mots « perd la nationalité belge » sont remplacés par les mots « n'est plus citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne, ou lorsqu'il fait l'objet d'une décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ».

CHAPITRE XII. — *Modification de la loi du 16 mars 1994 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire*

Art. 113. L'intitulé de la loi du 16 mars 1994 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire est remplacé par l'intitulé suivant :

« Loi relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant de l'Ecole royale militaire ».

Art. 114. L'article 1^{er} de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. § 1^{er}. Le personnel enseignant de l'Ecole royale militaire se compose de personnel enseignant militaire et de personnel enseignant civil.

Le personnel enseignant militaire comprend des répétiteurs militaires, des maîtres de langue militaires, des chargés de cours militaires et des professeurs militaires.

Le personnel enseignant civil comprend des répétiteurs, des maîtres de langue, des maîtres de langue principaux, des chargés de cours, des professeurs et des professeurs ordinaires.

Le personnel enseignant de l'Ecole royale militaire jouit de la liberté académique.

Le personnel enseignant de l'Ecole royale militaire est nommé et révoqué par le Roi.

§ 2. Les chargés de cours, les chargés de cours militaires, les professeurs, les professeurs militaires et les professeurs ordinaires donnent un enseignement de niveau universitaire.

Les professeurs ordinaires dirigent un ensemble cohérent d'enseignement et de recherche dans une discipline déterminée, assurent le développement de la recherche et sont responsables des activités scientifiques de cet ensemble.

Les chargés de cours, les chargés de cours militaires, les professeurs et les professeurs militaires sont chargés d'une mission d'enseignement et de recherche dans une discipline déterminée.

Les maîtres de langue, les maîtres de langue militaires et les maîtres de langue principaux dispensent les cours relatifs aux langues qui figurent au programme de l'Ecole royale militaire.

Les répétiteurs et les répétiteurs militaires assistent les autres membres du personnel enseignant dans leur mission d'enseignement.

Art. 110. In artikel 21, § 5, eerste lid, van dezelfde wet, worden de woorden « in de artikelen 11, tweede lid, 12, tweede lid, 1^o, en derde lid, en 13, tweede lid » vervangen door de woorden « in artikel 2, eerste lid, 1^o ».

Art. 111. Artikel 24, § 6, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 2 augustus 2002, wordt vervangen als volgt :

« § 6. Onder de voorwaarden, voor de duur en volgens de procedure die de Koning bepaalt, kan de kandidaat, die, ingevolge een schorsing bij ondermaatregel, een voorlopige hechtenis of een tijdelijke ambtsontheffing bij tuchtmaatregel of om gezondheidsredenen, ingevolge een zwangerschap of wegens persoonlijke aangelegenheden, in de onmogelijkheid verkeert of verkeerde om zich voor te bereiden voor of deel te nemen aan bepaalde examens of proeven of om bepaalde vormingsgedeelten te volgen of te volbrengen van de door de Koning aangewezen overheid een uitstel verkrijgen voor het afleggen van bepaalde examens of proeven of voor het volgen of volbrengen van bepaalde vormingsgedeelten.

Een uitstel wegens persoonlijke aangelegenheden wordt beschouwd als een tijdelijke ambtsontheffing wegens persoonlijke aangelegenheden. »

Art. 112. In artikel 25 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

3^o in het eerste lid, 5^o, worden de woorden « generale staf » vervangen door het woord « defensiestaf »;

4^o in het eerste lid, 7^o, worden de woorden « de Belgische nationaliteit verliest » vervangen door de woorden « geen burger meer is van een lid-Staat van de Europese Unie, of wanneer hij, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot verwijdering van het grondgebied, terugwijzing, of uitzetting ».

HOOFDSTUK XII. — *Wijziging van de wet van 16 maart 1994 betreffende het statuut en de bezoldiging van het onderwijzend burgerpersoneel van de Koninklijke Militaire School*

Art. 113. Het opschrift van de wet van 16 maart 1994 betreffende het statuut en de bezoldiging van het onderwijzend burgerpersoneel van de Koninklijke Militaire School, wordt vervangen door het volgend opschrift :

« Wet betreffende het statuut en de bezoldiging van het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School ».

Art. 114. Artikel 1 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. § 1. Het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School is samengesteld uit onderwijzend militair personeel en onderwijzend burgerpersoneel.

Het onderwijzend militair personeel omvat militaire repetitoren, militaire taalleraren, militaire docenten en militaire hoogleraren.

Het onderwijzend burgerpersoneel omvat repetitoren, taalleraren, eerstaanwezend taalleraren, docenten, hoogleraren en gewone hoogleraren.

Het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School geniet van de academische vrijheid.

Het onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School wordt benoemd en ontslagen door de Koning.

§ 2. De docenten, militaire docenten, hoogleraren, militaire hoogleraren en gewone hoogleraren geven onderwijs op universitair niveau.

De gewone hoogleraren leiden een samenhangend geheel van onderwijs en onderzoek in een bepaalde discipline, staan in voor de ontwikkeling van het onderzoek en zijn verantwoordelijk voor de wetenschappelijke activiteiten van dit geheel.

De docenten, militaire docenten, hoogleraren en militaire hoogleraren zijn belast met een onderwijs- en onderzoeksopdracht in een bepaalde discipline.

De taalleraren, militaire taalleraren en de eerstaanwezend taalleraren geven de lessen betreffende de talen die in het programma van de Koninklijke Militaire School zijn ingeschreven.

De repetitoren en de militaire repetitoren staan de overige leden van het onderwijzend personeel bij in hun onderwijsopdracht.

§ 3. Le nombre de chargés de cours, de chargés de cours militaires, de professeurs, de professeurs militaires et de professeurs ordinaires est de 59.

Au sein du personnel enseignant civil, le nombre de chargés de cours, de professeurs et de professeurs ordinaires est de 39 au moins et de 59 au plus. Le nombre de professeurs et de professeurs ordinaires est de 26 au plus.

Le nombre total de maîtres de langues, de maîtres de langues militaires et de maîtres de langues principaux est de 7 au plus. ».

Art. 115. L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Les professeurs, les professeurs militaires et les professeurs ordinaires à l'École royale militaire y exercent une charge à temps plein.

Une charge à temps plein comprend des activités d'enseignement et de recherche. Elle peut également comprendre des activités de service à la communauté. L'activité d'enseignement peut comprendre des cours, des travaux pratiques, des exercices, des séminaires, la direction de travaux de fin d'études, ainsi que la participation aux examens, aux jurys d'examens et aux délibérations.

Le Roi peut nommer des étrangers comme chargé de cours, chargé de cours militaire, professeur, professeur militaire ou professeur ordinaire, lorsque l'intérêt de l'enseignement le réclame.

Le conseil académique de l'École royale militaire fixe la charge de chaque chargé de cours, chargé de cours militaire, professeur, professeur militaire ou professeur ordinaire, et attribue le caractère à temps plein ou à temps partiel de la charge de chaque chargé de cours et chargé de cours militaire. Il communique sa décision au Ministre de la Défense.

Les chargés de cours, les professeurs et les professeurs ordinaires qui exercent une charge à temps plein ne peuvent exercer d'autre activité rétribuée qu'avec l'autorisation du Ministre de la Défense. Cette autorisation est révocable lorsque l'intérêt général du service est compromis, selon la procédure fixée par le Roi. Cette activité rétribuée ne peut pas être exercée plus que deux demi-journées par semaine.

Toute proposition de révocation de cette autorisation est portée à la connaissance du bénéficiaire, qui dispose d'un délai de trente jours pour faire valoir ses commentaires par écrit.

Dans le cas où un chargé de cours ou un chargé de cours militaire exercerait une charge à temps partiel ne se limitant pas exclusivement à des activités d'enseignement, le conseil académique de l'École royale militaire fixe le pourcentage que cette charge représente par rapport à une charge à temps plein. Il communique sa décision au Ministre de la Défense. ».

Art. 116. Un article *2bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *2bis*. § 1^{er}. Peut être nommé chargé de cours militaire, le répétiteur militaire qui a réussi les épreuves professionnelles pour l'avancement au grade de major, porteur d'un diplôme de docteur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur, ou titulaire du brevet d'administrateur militaire, du brevet supérieur d'administrateur militaire, du brevet supérieur d'état-major ou du brevet d'ingénieur du matériel militaire, et possédant en outre la connaissance approfondie du français et du néerlandais, conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Préalablement à toute nomination de chargé de cours militaire, le conseil académique de l'École royale militaire émet un avis motivé, après avoir consulté les conseils de faculté concernés.

Il est tenu compte de la valeur scientifique et de l'activité scientifique du candidat, de la qualité de sa participation à l'enseignement et de son ancienneté comme répétiteur militaire.

§ 2. Peut être nommé professeur militaire sur la proposition du conseil académique de l'École royale militaire après consultation des conseils de faculté concernés, le chargé de cours qui exerce cet emploi à temps plein depuis sept ans au moins.

Il est tenu compte de la valeur et de l'activité scientifique du candidat, de la qualité de sa participation à l'enseignement et de son ancienneté comme chargé de cours militaire.

§ 3. Peut être nommé maître de langue militaire le porteur d'un diplôme de docteur ou de licencié et agrégé de l'enseignement secondaire supérieur dans la spécialité exigée pour l'emploi.

Une dispense d'agrégation peut être accordée par le Roi aux personnes qui auront fait preuve d'une compétence particulière.

§ 3. Het totaal aantal docenten, militaire docenten, hoogleraren, militaire hoogleraren en gewone hoogleraren bedraagt 59.

Binnen het onderwijzend burgerpersoneel bedraagt het aantal docenten, hoogleraren en gewone hoogleraren ten minste 39 en ten hoogste 59. Het aantal hoogleraren en gewone hoogleraren bedraagt ten hoogste 26.

Het totaal aantal taalleraren, militaire taalleraren en eerstaanwezend taalleraren bedraagt ten hoogste 7. ».

Art. 115. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De hoogleraren, militaire hoogleraren en de gewone hoogleraren bij de Koninklijke Militaire School oefenen er een voltijdse opdracht uit.

Een voltijdse opdracht omvat onderwijs- en onderzoeksactiviteiten. Zij kan evenens activiteiten van dienstverlening aan de gemeenschap omvatten. De onderwijsactiviteit kan cursussen, praktische werkzaamheden, oefeningen, seminaries, de leiding van afstudeeropdrachten alsook de deelname aan de examens, aan de examencommissies en aan de beraadslagingen omvatten.

De Koning kan buitenlanders benoemen als docent, militaire docent, hoogleraar, militaire hoogleraar of gewoon hoogleraar, wanneer het belang van het onderwijs dit vereist.

De academische raad van de Koninklijke Militaire School bepaalt de opdracht bepaalt de opdracht van elke docent, militaire docent, hoogleraar, militaire hoogleraar of gewoon hoogleraar, alsook het voltijds of deeltijds karakter van de opdracht van elke docent en militaire docent. Hij deelt zijn beslissing mee aan de Minister van Landsverdediging.

De docenten, hoogleraren en gewone hoogleraren die een voltijdse opdracht uitoefenen mogen geen andere bezoldigde activiteit uitoefenen tenzij met toelating van de Minister van Landsverdediging. Deze toelating kan worden ingetrokken wanneer het algemeen belang van de dienst in het gedrang wordt gebracht, volgens de procedure bepaald door de Koning. Deze bezoldigde activiteit mag niet meer dan twee halve dagen per week worden uitgeoefend.

Elk voorstel tot intrekking van deze toelating wordt ter kennis gebracht van de begunstigde, die over een termijn van dertig dagen beschikt om schriftelijk zijn opmerkingen te laten gelden.

Indien een docent of militaire docent een deeltijdse opdracht uitoefent die zich niet uitsluitend tot onderwijsactiviteiten beperkt, bepaalt de academische raad van de Koninklijke Militaire School het procentueel aandeel ten aanzien van de voltijdse opdracht. Hij deelt zijn beslissing mee aan de Minister van Landsverdediging. ».

Art. 116. In dezelfde wet wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *2bis*. § 1. Kan tot militaire docent worden benoemd, de militaire repetitor die geslaagd is in de beroepsproeven voor bevordering tot de graad van majoor, houder van een diploma van doctor of geaggregeerde voor het hoger onderwijs, van het brevet van militair administrateur, van het hoger brevet van militair administrateur, van het hoger stafbrevet of van het brevet van ingenieur van het militair materieel, en die daarenboven de grondige kennis van het Nederlands en van het Frans bezit, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Vóór elke benoeming tot militaire docent brengt de academische raad van de Koninklijke Militaire School een met redenen omkleed advies uit, na de betrokken faculteitsraden hebben geraadpleegd.

Er wordt rekening gehouden met de wetenschappelijke waarde en activiteit van de gegadigde, de kwaliteit van zijn deelneming in het onderwijs en zijn anciënniteit als militaire repetitor.

§ 2. Kan tot militaire hoogleraar worden benoemd, op voorstel van de academische raad van de Koninklijke Militaire School, na raadpleging van de betrokken faculteitsraden, de militaire docent die deze voltijdse opdracht sinds ten minste zeven jaar uitoefent.

Er wordt rekening gehouden met de wetenschappelijke waarde en activiteit van de gegadigde, de kwaliteit van zijn deelneming in het onderwijs en zijn anciënniteit als militaire docent.

§ 3. Kan tot militaire taalleraar benoemd worden de houder van een diploma van doctor of licentiaat en geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs in de specialiteit vereist voor het ambt.

Vrijstelling van aggregatie kan door de Koning verleend worden aan personen die blij hebben gegeven van bijzondere bekwaamheid.

§ 4. Peut être nommé répétiteur militaire le porteur du diplôme d'ingénieur ou de licencié.

Art. 117. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. § 1^{er}. Peut être nommé chargé de cours, le porteur d'un diplôme de docteur ou d'agrégé de l'enseignement supérieur.

Préalablement à toute nomination de chargé de cours, le conseil académique de l'Ecole royale militaire émet un avis motivé, après avoir consulté les conseils de faculté concernés.

§ 2. Peut être nommé professeur, sur la proposition du conseil académique de l'Ecole royale militaire, après consultation des conseils de faculté concernés, le chargé de cours qui exerce depuis sept ans au moins une charge à temps plein relative à l'un des matières prévues au programme de l'Ecole royale militaire, dans une faculté universitaire ou comme chargé de cours ou chargé de cours militaire à l'Ecole royale militaire.

Peut être nommé professeur ordinaire, sur la proposition du conseil académique de l'Ecole royale militaire, après consultation des conseils de faculté concernés, le professeur qui exerce depuis trois ans au moins une charge à temps plein relative à l'une des matières prévues au programme de l'Ecole royale militaire, dans une faculté universitaire ou comme membre du personnel enseignant civil à l'Ecole royale militaire.

Il est tenu compte de la valeur scientifique et de l'activité scientifique du candidat, de la qualité de sa participation à l'enseignement et de son ancienneté respectivement comme chargé de cours ou chargé de cours militaire, ou comme professeur.

§ 3. Peut être nommé maître de langue, le porteur du diplôme de docteur ou de licencié et agrégé de l'enseignement secondaire supérieur.

Une dispense d'agrégation peut être accordée par le roi aux personnes qui ont fait preuve d'une compétence particulière.

Peut être nommé maître de langue principal, sur l'avis du Commandant de l'Ecole royale militaire, le maître de langue qui depuis quatre ans au moins, a donné en qualité de maître de langue un enseignement d'au moins huit heures par semaine à l'Ecole royale militaire, y compris les exercices pratiques.

Il est tenu compte de la valeur scientifique et de l'activité scientifique du candidat, de la qualité de sa participation à l'enseignement et de son ancienneté comme maître de langue.

Le Roi fixe le statut administratif des maîtres de langue et des maîtres de langue principaux.

§ 4. Peut être nommé répétiteur, le porteur du diplôme d'ingénieur ou de licencié.

Le Roi fixe le statut administratif des répétiteurs.

§ 5. Le Roi fixe le règlement de discipline du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire. ».

Art. 118. Un article *3bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *3bis*. A côté du personnel enseignant du cadre organique, l'Ecole royale militaire peut faire appel à des collaborateurs temporaires chargés d'une mission d'enseignement, d'étude ou d'information, lorsque l'intérêt de l'enseignement le réclame.

Ces collaborateurs peuvent avoir la qualité de chargé de cours, de chargé de cours militaire, de professeur, de professeur militaire ou de professeur ordinaire. Ils doivent satisfaire aux mêmes conditions de diplôme que le personnel enseignant du cadre organique.

Lorsqu'il s'agit de militaires, ils cumulent la mission visée à l'alinéa 1^{er} avec leur mission principale. ».

Art. 119. A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « directeur des études » sont remplacés par les mots « directeur de l'enseignement académique »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Le directeur de l'enseignement académique est nommé et révoqué par le Roi. ».

Art. 120. Un article *6bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. *6bis*. Les membres du personnel enseignant en service à l'Ecole royale militaire avant la date d'entrée en vigueur du présent article, sont réputés avoir rempli les conditions de nomination fixées par la présente loi. ».

§ 4. Kan tot militaire repetitor worden benoemd de houder van het diploma van ingenieur of licentiaat. ».

Art. 117. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. Tot docent kan worden benoemd, de houder van het diploma van doctor of geaggregeerde voor het hoger onderwijs.

Voor elke benoeming tot docent brengt de academische raad van de Koninklijke Militaire School een met redenen omkleed advies uit, na de betrokken faculteitsraden te hebben geraadpleegd.

§ 2. Tot hoogleraar kan worden benoemd, op voorstel van de academische raad van de Koninklijke Militaire School, na raadpleging van de betrokken faculteitsraden, de docent die sinds ten minste zeven jaar een voltijdse opdracht uitoefent in een van de in het leerplan van de Koninklijke Militaire School vastgelegde leerstoffen, in een universitaire faculteit of als docent of militaire docent bij de Koninklijke Militaire School.

Tot gewoon hoogleraar kan worden beoemd, op voorstel van de academische raad van de Koninklijke Militaire School, na raadpleging van de betrokken faculteitsraden, de hoogleraar die sinds ten minste drie jaar een voltijdse opdracht uitoefent in een van de in het leerplan van de Koninklijke Militaire School vastgelegde leerstoffen, in een universitaire faculteit of als lid van het onderwijzend burgerpersoneel bij de Koninklijke Militaire School.

Er wordt rekening gehouden met de wetenschappelijke waarde en activiteit van de gegadigde, de kwaliteit van zijn deelneming in het onderwijs en zijn anciënniteit respectievelijk als docent of militair docent, of als hoogleraar.

§ 3. Kan tot taalleraar worden benoemd, de houder van het diploma van doctor of licentiaat en geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs.

Vrijstelling aggregatie kan door de Koning worden verleend aan personen die blijk hebben gegeven van bijzondere bekwaamheid.

Kan tot eerstaanwendend taalleraar worden benoemd, op advies van de Commandant van de Koninklijke Militaire School, de taalleraar die ten minste vier jaar, gedurende ten minsten acht uur per week, met inbegrip van de praktische oefeningen, als taalleraar van de Koninklijke Militaire School onderricht heeft gegeven.

Er wordt rekening gehouden met de wetenschappelijke waarde en activiteit van de kandidaat, de kwaliteit van zijn deelneming in het onderwijs en zijn anciënniteit als taalleraar.

De Koning bepaalt het administratief statuut van de taalleraren en eerstaanwendend taalleraren.

§ 4. Kan tot repetitor worden benoemd de houder van het diploma van ingenieur of licentiaat.

De Koning bepaalt het administratief statuut van de repetitoren.

§ 5. De Koning bepaalt het tuchtreglement van het onderwijzend burgerpersoneel van de Koninklijke Militaire School. ».

Art. 118. In dezelfde wet wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *3bis*. Naast het onderwijzend personeel van het organiek kader, kan de Koninklijke Militaire School een beroep doen op tijdelijke medewerkers die belast worden met een leer-, studie- of informatieopdracht, wanneer het belang van het onderwijs dit vereist.

Deze medewerkers kunnen de hoedanigheid hebben van docent, militaire docent, hoogleraar, militaire hoogleraar of gewoon hoogleraar. Ze moeten voldoen aan dezelfde diplomavooraarden als het onderwijzend personeel van het organiek kader.

Wanneer het militairen betreft, cumuleren ze de opdracht bedoeld in het eerste lid met hun hoofdpdracht. ».

Art. 119. In artikel 5 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « studiedirecteur » wordt vervangen door de woorden « directeur van het academisch onderwijs »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« De directeur van het academisch onderwijs wordt door de Koning benoemd en ontslagen. ».

Art. 120. In dezelfde wet wordt een artikel *6bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *6bis*. De leden van het onderwijzend personeel in dienst bij de Koninklijke Militaire School voor de datum waarop dit artikel in werking treedt, worden geacht aan de bij deze wet gestelde benoemingsvereisten te hebben voldaan. ».

CHAPITRE XIII. — *Modification de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire*

Art. 121. A l'article 97 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel militaire, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. En période de paix, le militaire est indemnisé, selon la procédure et les modalités fixées par le Roi, du dommage qu'il subit, dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, par le fait d'événements extraordinaires et imprévisibles.

Le Roi désigne l'autorité compétente pour fixer le montant de l'indemnisation.

Pour l'application du présent article, on entend par dommage, entre autres, la spoliation, la destruction ou la dégradation occasionnée aux biens meubles, aux biens immeubles et au numéraire dont le militaire est propriétaire ou détenteur, et qui sont indispensables pour l'exercice de ses fonctions. L'indemnisation du dommage moral n'est toutefois pas visée. »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « dommage aux biens » sont remplacés par le mot « dommage »;

3° au § 2, alinéa 2, les mots « dommage aux biens » sont remplacés par le mot « dommage ».

CHAPITRE XIV. — *Modification de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires*

Art. 122. A l'article 2 de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi fixe les échelles de traitement dans les limites ci-après :

1° les officiers généraux :

montant minimum : le montant minimum des échelles de traitement applicables aux fonctions de management et d'encadrement des services publics fédéraux;

montant maximum : le montant maximum des échelles de traitement applicable aux fonctions de management et d'encadrement des services publics fédéraux;

2° les autres officiers :

montant minimum : le montant minimum des échelles de traitement applicable au personnel des services publics fédéraux de niveau B;

Montant maximum : le montant maximum des échelles de traitement applicable au personnel des services publics fédéraux de niveau A;

3° les sous-officiers :

montant minimum : le montant minimum des échelles de traitement applicable au personnel des services publics fédéraux de niveau C;

montant maximum : le montant maximum des échelles de traitement applicable au personnel des services publics fédéraux de niveau B;

4° les volontaires, à l'exception de ceux visés à l'article 17 :

montant minimum : le montant minimum des échelles de traitement applicable au personnel des services publics fédéraux de niveau D;

montant maximum : le montant maximum des échelles de traitement applicable au personnel des services publics fédéraux de niveau D. »;

2° le § 2 est abrogé.

HOOFDSTUK XIII. — *Wijziging van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel*

Art. 121. In artikel 97 van de wet van 20 mei 1994 inzake de rechtstoestanden van het militair personeel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1. De militair wordt in periode van vrede vergoed, volgens de procedure en de nadere regels die de Koning bepaalt, voor de schade die hij lijdt in het kader van de uitoefening van zijn functies, door het feit van uitzonderlijke en onvoorzienbare gebeurtenissen.

De Koning wijst de bevoegde onderheid aan om het bedrag van de vergoeding te bepalen.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder schade verstaan onder meer de beroving, de vernietiging of de beschadiging toegebracht aan roerende goederen, aan onroerende goederen en aan speciën waarvan de militair eigenaar of houder is en die onontbeerlijk zijn voor de uitoefening van zijn functies. De vergoeding van de morele schade is evenwel niet bedoeld. »;

2° in § 2, eerste lid, wordt het woord « zaakschade » vervangen door het woord « schade »;

3° in § 2, tweede lid, wordt het woord « zaakschade » vervangen door het woord « schade ».

HOOFDSTUK XIV. — *Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen*

Art. 122. In artikel 2 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, wordt het tweede lid vervagen als volgt :

« De Koning stelt de weddeschalen vast binnen de hierna bepaalde grenzen :

1° de opperofficieren :

minimumbedrag : het minimumbedrag van de weddeschalen van toepassing op de management- en staffuncties van de federale overheidsdiensten;

maximumbedrag : het maximumbedrag van de weddeschalen van toepassing op de management- en staffuncties van de federale overheidsdiensten;

2° de andere officieren :

minimumbedrag : het minimumbedrag van de weddeschalen van toepassing op het personeel van de federale overheidsdiensten van het niveau B;

maximumbedrag : het maximumbedrag van de weddeschalen van toepassing op het personeel van de federale overheidsdiensten van het niveau A;

3° de onderofficieren :

minimumbedrag : het minimumbedrag van de weddeschalen van toepassing op het personeel van de federale overheidsdiensten van het niveau C;

maximumbedrag : het maximumbedrag van de weddeschalen van toepassing op het personeel van de federale overheidsdiensten van het niveau B;

4° de vrijwilligers, met uitzondering van diegenen bedoeld in artikel 17 :

minimumbedrag : het minimumbedrag van de weddeschalen van toepassing op het personeel van de federale overheidsdiensten van het niveau D;

maximumbedrag : het maximumbedrag van de weddeschalen van toepassing op het personeel van de federale overheidsdiensten van het niveau D. »;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 123. A l'article 3 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 3bis, inséré par la loi du 25 mai 2000, les mots « Toutefois, ce militaire peut prétendre à une allocation d'interruption dont le montant et les conditions d'octroi sont fixés par le Roi. » sont remplacés par les mots « Toutefois, il perçoit une allocation d'interruption aux taux et aux conditions fixés pour le personnel des services publics fédéraux. »;

2° dans le § 3ter, inséré par la loi du 22 mars 2001, les mots « Toutefois, ce militaire peut prétendre à une allocation d'interruption dont le montant et les conditions d'octroi sont identiques à ceux prévus pour le militaire en non-activité à la suite d'un retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière » sont remplacés par les mots « Toutefois, il perçoit une allocation d'interruption aux taux et aux conditions fixés pour le personnel des services publics fédéraux. »;

3° le § 4, alinéa 1^{er}, est complété comme suit :

« , sans que le montant puisse être inférieur au minimum de moyens d'existence, tel que visé à l'article 2 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existences. »;

4° le § 4, alinéa 2, 1°, est remplacé par le texte suivant :

« 1° le militaire qui exécute sa peine sous le régime de la semi-détention, des arrêts de fin de semaine, de la semi-liberté, ou de la surveillance électronique, conserve ses droits au traitement entier; »;

5° dans le § 5, alinéa 1^{er}, les mots « Perçoit, sous réserve de liquidation ultérieure définitive de ses droits : », sont remplacés par les mots « Perçoit, sans que le montant puisse être inférieur au minimum de moyens d'existence, tel que visé à l'article 2 de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, et sous réserve de liquidation ultérieure définitive de ses droits : ».

Art. 124. L'article 7 de la même loi, modifié par la loi du 2 août 2002, est complété par l'alinéa suivant :

« Le Roi adapte les montants prévus à l'alinéa 1^{er}, conformément aux programmations intersectorielles applicables à l'ensemble de la Fonction publique. ».

Art. 125. L'intitulé du chapitre IV de la même loi, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre IV. — *Des allocations, des indemnités, des primes, des avantages de toute nature et des avantages sociaux.* ».

Art. 126. Un article 9bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 9bis. § 1^{er}. Outre le traitement, le militaire en service actif en période de paix perçoit, dans les sous-positions « en service intensif », « en assistance » et « en engagement opérationnel », une allocation dont le montant journalier correspond à une fraction du traitement annuel brut dont le dénominateur est le nombre 1 850 et dont le numérateur est fixé par le Roi.

§ 2. Des qualifications particulières, ainsi que l'accomplissement de prestations particulières, qui ne peuvent pas être considérées comme normales et inhérentes à la fonction de militaire, peuvent également donner lieu à l'octroi d'une allocation.

Par prestations particulières, on entend :

1° les prestations qui sont effectuées en dehors du régime normal des prestations de service;

2° les prestations qui sont étrangères à la fonction normale du militaire concerné;

3° les prestations qui, quoique liées à la fonction du militaire concerné, revêtent un caractère particulièrement exigeant.

Une allocation pour des qualifications particulières, ne peut être octroyée que sur la base de diplômes, de certificats, ou de brevets accordés par le ministre de la Défense ou par le chef de la Défense.

Le Roi détermine les montants et règle l'octroi des avantages visés à l'alinéa 1^{er}.

Toutefois, il peut charger le Ministre de la Défense de fixer les mesures complémentaires nécessaires à l'exécution de la réglementation arrêtée par Lui.

Art. 123. In artikel 3 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3bis, ingevoegd bij de wet van 25 mei 2000, worden de woorden « Deze militair kan niettemin aanspraak maken op een onderbrekingstoelage waarvan het bedrag en de toekenningvoorwaarden door de Koning worden bepaald. » vervangen door de woorden « Hij ontvangt niettemin een onderbrekingstoelage tegen de tarieven en onder de voorwaarden vastgesteld voor het personeel van de federale overheidsdiensten. »;

2° in § 3ter, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001, worden de woorden « Deze militair kan niettemin aanspraak maken op een onderbrekingstoelage waarvan het bedrag en de toekenningvoorwaarden identiek zijn aan deze voorzien voor de militair in non-activiteit ingevolge een tijdelijke ambtsontheffing wegens loopbaanonderbreking. » vervangen door de woorden « Hij ontvangt niettemin een onderbrekingstoelage tegen de tarieven en onder de voorwaarden vastgesteld voor het personeel van de federale overheidsdiensten. »;

3° paragraaf 4, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« , zonder dat het bedrag minder mag bedragen dan het bestaansminimum zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum. »;

4° paragraaf 4, tweede lid, 1°, wordt vervangen als volgt :

« 1° heeft de militair die zijn straf ondergaat onder het stelsel van de beperkte hechtenis, het weekendarrest, de halve vrijheid of het elektronisch toezicht, recht op volle wedde; »;

5° in § 5, eerste lid, worden de woorden « , en zonder dat het bedrag minder mag bedragen dan het bestaansminimum zoals bedoeld in artikel 2 van de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, » ingevoegd tussen de woorden « vereffening van zijn rechten » en de woorden « ontvangt de militair : ».

Art. 124. Artikel 7 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 augustus 2002, wordt aangevuld als volgt :

« De Koning past de in het eerste lid bepaalde bedragen aan, overeenkomstig de intersectorale programmaties die van toepassing zijn op geheel het Openbaar Ambt. ».

Art. 125. Het opschrift van hoofdstuk IV van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk IV. — De toelagen, vergoedingen, premies, voordelen van alle aard en sociale voordelen ».

Art. 126. In dezelfde wet wordt een artikel 9bis ingevoegd, luidende :

« Art. 9bis. § 1. Naast de wedde ontvangt de militair in werkelijke dienst in periode van vrede, in de deelstanden « in intensieve dienst », « in hulpverlening » en « in operationele inzet » een toelage waarvan het bedrag per dag overeenstemt met een breuk van de bruto jaarwedde met in de noemer het getal 1 850 en in de teller het getal bepaald door de Koning.

§ 2. Het vervullen van bijzondere prestaties en het bezit van bijzondere kwalificaties die niet als normaal en inherent aan het ambt van militair kunnen worden beschouwd, kunnen eveneens aanleiding geven tot het toekennen van een toelage.

Onder bijzondere prestaties worden verstaan :

1° de prestaties die buiten de normale regeling van de dienstprestaties geleverd worden;

2° de prestaties die geen verband houden met de normale functie van de betrokken militair;

3° de prestaties die, alhoewel zij verband houden met de functie van betrokken militair, bijzonder hoge eisen stellen.

Een toelage voor bijzondere kwalificaties kan slechts verleend worden op basis van diploma's, van getuigschriften of van door de minister van Landsverdediging of door de Chef Defensie verleende brevetten.

De Koning bepaalt de bedragen en regelt de toekenning van de in het eerste lid bedoelde voordelen.

Hij mag evenwel de Minister van Landsverdediging belasten met het bepalen van de aanvullende maatregelen nodig voor de uitvoering van een door Hem vastgestelde regeling.

§ 3. Des allocations sur la base de qualifications, dont l'octroi ou le maintien dépendent en outre de l'exécution d'un nombre minimal de prestations spécifiques au cours d'une période définie, peuvent être maintenues par l'autorité désignée par le Roi et suivant les modalités qu'il détermine, lorsque l'intéressé n'a pas pu effectuer en temps voulu les prestations requises du fait de raisons de service justifiées, ou par suite d'une inaptitude physique temporaire à exécuter les prestations requises attribuable à l'exécution du service militaire. ».

Art. 127. A l'article 10 de la même loi, l'alinéa 1^{er}, modifié par la loi du 22 mars 2001, est abrogé.

Art. 128. Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 10bis. § 1^{er}. Une indemnité est également octroyée au militaire astreint à supporter des charges réelles qui ne peuvent être considérées comme normales et inhérentes à la fonction de militaire.

Lorsque la situation qui donne lieu à l'octroi d'une indemnité est susceptible de se reproduire, le montant peut être établi forfaitairement.

§ 2. Le Roi détermine les montants et règle l'octroi des avantages visés au § 1^{er}.

Toutefois, il peut charger le Ministre de la Défense de fixer les mesures complémentaires nécessaires à l'exécution de la réglementation arrêtée par Lui.

§ 3. Le militaire obtient à sa demande une avance sur indemnités, dans les cas suivants :

- 1° à l'occasion d'un déplacement de service;
- 2° lors du départ vers l'étranger afin d'y effectuer une période de service;
- 3° lors du retour de l'étranger au terme d'une période de service;
- 4° lors du retour de l'étranger pour des motifs urgents et graves;
- 5° pour des frais liés à l'enseignement des enfants, qui découlent de l'affectation du militaire.

Le Ministre de la Défense règle les modalités selon lesquelles le militaire peut obtenir cette avance, ainsi que sa valeur. ».

Art. 129. Un article 10ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 10ter. § 1^{er}. Le Roi peut, selon les modalités qu'il fixe, autoriser le Ministre de la Défense à rembourser des frais exceptionnels encourus par le militaire lors d'un déplacement de service, lors d'une période de service à l'étranger, et lors d'une mutation.

§ 2. Il peut également autoriser le Ministre de la Défense, de manière révocable et sous ses propres responsabilités et surveillance, à transférer la compétence visée au § 1^{er} aux autorités militaires et civiles que le Roi détermine, et à concurrence d'un montant qu'il fixe.

Les autorités militaires et civiles visées à l'alinéa 1^{er}, doivent être revêtues de la compétence :

- 1° soit de chef de corps d'une unité militaire;
- 2° soit de chef de section ou de division au sein d'une direction générale ou d'un département d'état-major;
- 3° soit de sous-chef d'état-major ou de directeur général;
- 4° soit de chef de la défense ou de vice-chef de la défense.

§ 3. Par frais exceptionnels, on entend les frais inéluctables que le militaire encourt lors de l'exécution de sa mission, pour lesquels il n'existe aucun régime d'indemnisation spécifique, et qui ont trait :

- 1° soit au logement pendant une période de service à l'étranger;
- 2° soit à l'enseignement des enfants à l'occasion d'une période de service à l'étranger;
- 3° soit au logement ou au transport pendant un déplacement de service;
- 4° soit à un rappel d'urgence imposé par des motifs familiaux ou sociaux graves;
- 5° soit à des missions de représentation.

§ 3. Toelagen op grond van kwalificaties, waarvan de toekenning of het behoud ervan bijkomend afhankelijk zijn van het uitvoeren van een minimum aantal specifieke prestaties binnen een welbepaalde periode, kunnen, wanneer de betrokkene de vereiste prestaties niet tijdig heeft kunnen uitvoeren wegens gerechtvaardigde dienstredenen, of omwille van een tijdelijke lichamelijke ongeschiktheid tot het uitvoeren van de beoogde prestaties die te wijten is aan de uitvoering van de militaire dienst, blijven toegekend worden door de autoriteit die de Koning aanduidt en volgens de nadere regels die Hij bepaalt. ».

Art. 127. In artikel 10 van dezelfde wet wordt het eerste lid, gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, opgeheven.

Art. 128. In dezelfde wet wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidende :

« Art. 10bis. § 1. Een vergoeding wordt eveneens toegekend aan de militair, die verplicht wordt werkelijke lasten te dragen die niet als normaal en inherent aan het ambt van militair kunnen worden beschouwd.

Wanneer de situatie, die aanleiding geeft tot het toekennen van een vergoeding, onderhevig is aan herhaling, kan het bedrag forfaitair worden vastgesteld.

§ 2. De Koning bepaalt de bedragen en regelt de toekenning van de in § 1 bedoelde voordelen.

Hij mag evenwel de Minister van Landsverdediging belasten met het bepalen van de aanvullende maatregelen nodig voor de uitvoering van een door Hem vastgestelde regeling.

§ 3. De militair bekomt op zijn verzoek een voorschot op vergoedingen, in de volgende gevallen :

- 1° naar aanleiding van een dienstverplaatsing;
- 2° bij het vertrek naar het buitenland om er een dienstperiode uit te voeren;
- 3° bij de terugkeer uit het buitenland na afloop van een dienstperiode aldaar;
- 4° bij de terugkeer uit het buitenland om dringende en ernstige redenen;
- 5° voor kosten gebonden aan het onderwijs van de kinderen, die voortvloeien uit de affectaties van de militair.

De Minister van Landsverdediging regelt de modaliteiten volgens dewelke de militair dit voorschot kan bekomen, alsook de grootte ervan. ».

Art. 129. In dezelfde wet wordt een artikel 10ter ingevoegd, luidende :

« Art. 10ter. § 1. De Koning kan de Minister van Landsverdediging toelaten buitengewone kosten die de militair oploopt naar aanleiding van een dienstreis, een dienstperiode in het buitenland en een mutatie terug te betalen volgens de nadere regels die Hij bepaalt.

§ 2. Hij kan de Minister van Landsverdediging eveneens toelaten, om de in § 1 bedoelde bevoegdheid op herroepelijke wijze en onder diens verantwoordelijkheid en toezicht, ten belope van een door de Koning te bepalen bedrag, over te dragen aan de militaire en burgerlijke overheden die Hij bepaalt.

De militaire en burgerlijke overheden bedoeld in het eerste lid moeten bekleed zijn met de bevoegdheden van :

- 1° hetzij korpscommandant van een militaire eenheid;
- 2° hetzij sectie- of divisiechef binnen een algemene directie of een stafdepartement;
- 3° hetzij onderstafchef of directeur-generaal;
- 4° hetzij chef defensie of vice-chef defensie.

§ 3. Onder buitengewone kosten worden onafwendbare kosten verstaan, die de militair oploopt bij de uitvoering van zijn opdracht, waarvoor géén specifieke vergoedingsregeling bestaat, en die betrekking hebben op :

- 1° hetzij, logement tijdens een dienstperiode in het buitenland;
- 2° hetzij, onderwijs voor de kinderen naar aanleiding van een dienstperiode in het buitenland;
- 3° hetzij, logement of transport tijdens een dienstverplaatsing;
- 4° hetzij, een terugroeping wegens dringende familiale of sociale redenen;
- 5° hetzij, representatieve opdrachten.

§ 4. Le montant que le Roi fixe en application du § 2, alinéa 1^{er}, ne peut être supérieur à 1.500 euros, hormis dans le cas spécifique des frais exceptionnels pour l'enseignement des enfants pendant une période de service à l'étranger, où il ne peut être supérieur à 4.000 euros.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er} sont liés au régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères. Ils sont liés à l'indice-pivot 138,01. ».

Art. 130. A l'article 11 de la même loi, le § 2, modifié par la loi du 22 mars 2001, et le § 3, sont abrogés.

Art. 131. Un article 11*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 11*bis*. Le Roi peut en outre créer le droit à des avantages de toute nature et à des avantages sociaux.

Toutefois, il peut charger le Ministre de la Défense de fixer les mesures complémentaires nécessaires à l'exécution de la réglementation arrêtée par Lui. ».

Art. 132. Dans l'article 12 de la même loi, les mots « aux articles 9, 10 et 11 » sont remplacés par les mots « au présent chapitre ».

Art. 133. A l'article 14*bis* de la même loi, inséré par la loi du 22 mars 2001, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 134. Un article 16*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre VII de la même loi :

« Art. 16*bis*. Le chapitre IV de la présente loi est également applicable aux miliciens, ainsi qu'aux personnes n'appartenant pas à l'armée et dont la présence est requise auprès des militaires. ».

Art. 135. L'article 17, alinéa 2, de la même loi, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Roi fixe les échelles de traitement des volontaires et des candidats volontaires, qui n'ont pas réussi l'examen de passage au niveau 3, dans les limites fixées ci-après : montant minimum : 12.112,78 euros montant maximum : 17.798,86 euros. ».

CHAPITRE XV. — *Modification de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux épisodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver*

Art. 136. A l'article 3 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en œuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er}, 2°, *b*) est remplacé par le texte suivant :

« *b*) lorsqu'ils participent, aux fins de soulager les besoins de la population, à une mission d'assistance exécutée par les forces armées, sur le plan international, à la suite d'une décision du gouvernement, ou sur le plan national, à la suite d'une décision du Ministre de la Défense ou des autorités compétentes pour réquisitionner. »;

2° au § 2, 2°, les mots « chef de l'état-major général » sont remplacés par les mots « chef de la défense ».

Art. 137. L'article 6 de la même loi est complété comme suit :

« 7° qui est interné, si cette internement est suivi de sa démission d'office. ».

Art. 138. L'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété comme suit :

« 3° le candidat musicien militaire qui n'est pas encore arrivé dans son unité d'affectation définitive. ».

§ 4. Het bedrag dat de Koning bepaalt in toepassing van § 2, eerste lid, mag niet hoger zijn dan 1.500 euro, tenzij in het specifieke geval van de buitengewone kosten voor onderwijs van de kinderen tijdens een dienstperiode in het buitenland, waar het niet hoger mag zijn dan 4.000 euro.

De in het eerste lid bepaalde bedragen worden gekoppeld aan de mobiliteitsregeling toepasselijk op de wedden van het personeel der ministeries. Ze worden gekoppeld aan het spindexcijfer 138,01. ».

Art. 130. In artikel 11 van dezelfde wet, worden § 2, gewijzigd bij de wet van 22 maart 2001, en § 3, opgeheven.

Art. 131. In dezelfde wet wordt een artikel 11*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 11*bis*. De Koning kan daarenboven het recht openen op voordelen van alle aard en sociale voordelen.

Hij mag evenwel de Minister van Landsverdediging belasten met het bepalen van de aanvullende maatregelen nodig voor de uitvoering van een door Hem vastgestelde regeling. ».

Art. 132. In artikel 12 van dezelfde wet, worden de woorden « de artikelen 9, 10 en 11 » vervangen door de woorden « dit hoofdstuk ».

Art. 133. In artikel 14*bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 134. In hoofdstuk VII van dezelfde wet wordt een artikel 16*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 16*bis*. Het hoofdstuk IV van deze wet is tevens van toepassing op de dienstplichtigen, alsook op de personen die niet behoren tot het leger en wier aanwezigheid bij de militairen noodzakelijk is. ».

Art. 135. Artikel 117, tweede lid, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt de weddenschalen van de vrijwilligers en van de kandidaat-vrijwilligers die niet geslaagd zijn voor het examen tot overgang naar niveau 3 binnen de hierna bepaalde grenzen : minimumbedrag : 12.112,78 euro maximumbedrag : 17.798,86 euro. ».

HOOFDSTUK XV. — *Wijziging van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden*

Art. 136. In artikel 3 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1, 2°, *b*) wordt vervangen als volgt :

« *b*) wanneer zij deelnemen, met het oog op het lenigen van de noden van de bevolking, aan en opdracht van hulpverlening, door de krijgsmacht in internationaal verband vervuld, ingevolge een beslissing van de regering, of in nationaal verband vervuld, ingevolge een beslissing van de minister van Landsverdediging of van de tot opeising bevoegde overheden. »;

2° in § 2, 2°, worden de woorden « chef van de generale staf » vervangen door de woorden « chef defensie ».

Art. 137. Artikel 6 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 7° die geïnterneerd is, indien deze internering gevolgd wordt door zijn ontslag van ambtswege. ».

Art. 138. Artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 3° de kandidaat militaire muzikant die nog niet in zijn eenheid van definitieve aanwijzing is aangekomen. ».

CHAPITRE XVI. — *Modification de la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme*

Art. 139. Sont abrogés dans la loi du 20 mai 1994 portant statut des militaires court terme :

- 1° l'article 6;
- 2° l'article 7bis, inséré par la loi du 22 mars 2001;
- 3° l'article 8, § 1^{er}, et l'article 9.

Art. 140. L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

Le Roi fixe :

- 1° les règles relatives à l'appréciation des qualités morales, caractérielles et physiques pendant la formation, ainsi qu'au terme de celle-ci;
- 2° les conditions pour pouvoir souscrire un rengagement;
- 3° l'autorité militaire au moins du niveau de chef de corps habilité à accepter ou à refuser les rengagements. ».

Art. 141. A l'article 16 de la même loi, les mots « 5° pour raisons familiales » sont supprimés.

Art. 142. A l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi, les mots « chef de l'état-major de la force » sont remplacés par les mots « directeur général *human resources* ».

Art. 143. A l'article 19, alinéa 1^{er}, 4°, de la même loi, les mots « pertes de la nationalité belge » sont remplacés par les mots « perte de la nationalité ayant pour conséquence que le militaire n'est plus citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne, ou décision d'éloignement du territoire, de renvoi ou d'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers; ».

CHAPITRE XVII. — *Modification de la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation*

Art. 144. Dans la ligne (5) du tableau A de l'annexe à la loi du 16 mars 2000 relative à la démission de certains militaires et à la résiliation de l'engagement ou du rengagement de certains candidats militaires, à la fixation de la période de rendement et à la récupération par l'Etat d'une partie des frais consentis par l'Etat pour la formation et d'une partie des traitements perçus pendant la formation, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° dans la colonne « Durée de la formation » le chiffre « 5 » est remplacé par le chiffre « 4 »;
- 2° dans la colonne « Durée de la période de rendement » le chiffre « 7,5 » est remplacé par le chiffre « 6 ».

CHAPITRE XVIII. — *Modification de la loi du 25 mai 2000 instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière*

Art. 145. L'article 21, § 5, alinéa 4, de la loi du 25 mai 2000 instaurant le régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et le régime du départ anticipé à mi-temps pour certains militaires et modifiant le statut des militaires en vue d'instaurer le retrait temporaire d'emploi par interruption de carrière est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les dispositions du présent paragraphe ne sont applicables qu'au militaire, ou à défaut à ses ayants droit, qui ont introduit une demande de valorisation. ».

HOOFDSTUK XVI. — *Wijziging van de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn*

Art. 139. In de wet van 20 mei 1994 houdende statuut van de militairen korte termijn worden opgeheven :

- 1° artikel 6;
- 2° artikel 7bis, ingevoegd bij de wet van 22 maart 2001;
- 3° artikel 8, § 1, en artikel 9.

Art. 140. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

De Koning bepaalt :

- 1° de regels betreffende de beoordeling van de morele, karakteriële en fysieke hoedanigheden tijdens de vorming alsmede na afloop ervan;
- 2° de voorwaarden om een wederdienstneming te kunnen aangaan;
- 3° de militaire overheid ten minste van het niveau van korpscommandant die gemachtigd is om de wederdienstnemingen te aanvaarden of te weigeren. ».

Art. 141. In artikel 16 van dezelfde wet vervallen de woorden « 5° om gezinsredenen ».

Art. 142. In artikel 17, § 1, eerste lid, 2°, van dezelfde wet, worden de woorden « stafchef van het krijgsmachtdeel » vervangen door de woorden « directeur-generaal *human resources* ».

Art. 143. In artikel 19, eerste lid, 4°, van dezelfde wet, worden de woorden « verlies van de Belgische nationaliteit » vervangen door de woorden « verlies van de nationaliteit dat voor gevolg heeft dat de militair geen burger meer is van een lid Staat van de Europese Unie, of beslissing tot verwijdering van het grondgebied, tot terugwijzing of tot uitzetting, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen; ».

HOOFDSTUK XVII. — *Wijziging van de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en de terugvordering door de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden*

Art. 144. In de reeks (5) van de tabel A van de bijlage aan de wet van 16 maart 2000 betreffende het ontslag van bepaalde militairen en de verbreking van de dienstneming of wederdienstneming van bepaalde kandidaat-militairen, de vaststelling van de rendementsperiode en de terugvorderen door de Staat van een deel van de door de Staat gedragen kosten voor de vorming en van een gedeelte van de tijdens de vorming genoten wedden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in de kolom « Vormingsduur » wordt het cijfer « 5 » vervangen door het cijfer « 4 »;
- 2° in de kolom « Duur van de rendementsperiode » wordt het cijfer « 7,5 » vervangen door het cijfer « 6 ».

HOOFDSTUK XVIII. — *Wijziging van de wet van 25 mei 2000 tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsonthedding wegens loopbaanonderbreking*

Art. 145. Artikel 21, § 5, vierde lid, van de wet van 25 mei 2000 tot instelling van de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de regeling van de halftijdse vervroegde uitstap voor sommige militairen en tot wijziging van het statuut van de militairen met het oog op de instelling van de tijdelijke ambtsonthedding wegens loopbaanonderbreking wordt vervangen als volgt :

« De bepalingen van deze paragraaf zijn slechts van toepassing op de militair, of bij ontstentenis zijn rechthebbenden, die een aanvraag tot validering hebben ingediend. ».

CHAPITRE XIX. — *Modification de la loi du 25 mai 2000 relative à l'enveloppe en personnel militaire*

Art. 146. L'article 1^{er}, § 2, alinéa 2, 4°, de la loi du 25 mai 2000 relative à l'enveloppe en personnel militaire, est remplacé par le texte suivant :

« 4° militaires du cadre actif :

- les militaires de carrière;
- les militaires de complément;
- les officiers auxiliaires;
- les militaires court terme;

— les candidats officiers et les candidats sous-officiers du cadre actif, commissionnés respectivement au grade de sous-lieutenant ou de sergent, et qui se trouvent déjà dans leur unité de première affectation définitive;

- les candidats volontaires du cadre actif;
- les musiciens militaires;

— les candidats officiers chefs de musique et les candidats sous-officiers musiciens commissionnés respectivement au grade de sous-lieutenant ou de sergent, et qui se trouvent déjà dans leur unité de première affectation définitive. ».

Art. 147. L'article 3 de la même loi est complété comme suit :

« 7° les chargés de cours militaires et professeurs militaires de l'Ecole royale militaire. ».

CHAPITRE XX. — *Modification de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées*

Art. 148. L'article 3, 2°, de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées est abrogé.

Art. 149. A l'article 4, 1°, de la même loi, les mots « le Belge » sont remplacés par les mots « la personne ».

Art. 150. L'article 7 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Pour être admis comme candidat militaire de réserve, il faut satisfaire aux exigences fixées à l'article 8 de la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense. ».

Art. 151. L'article 8, alinéas 1^{er} et 2, et l'article 9 de la même loi, sont abrogés.

Art. 152. L'article 10, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi, est complété comme suit :

« d) les officiers chefs de musique dont la démission de l'emploi a été acceptée. ».

Art. 153. L'article 11, alinéa 1^{er}, 2°, de la même loi, est complété comme suit :

« c) les sous-officiers musiciens dont la démission de l'emploi a été acceptée. ».

Art. 154. L'article 13, alinéa 1^{er}, de la même loi, est abrogé.

Art. 155. A l'article 19, § 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est remplacé par le texte suivant :

« 2° l'acquisition d'une qualité de candidat, dans le cadre actif; »;

2° le 3° est remplacé par le texte suivant :

« 3° la perte de la nationalité ayant pour conséquence que le militaire n'est plus citoyen d'un Etat membre de l'Union européenne, ou la décision d'éloignement du territoire, du renvoi ou de l'expulsion, en application de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. ».

Art. 156. A l'article 23 de la même loi, les mots « et par force » sont supprimés.

Art. 157. Dans l'article 26 de la même loi, les mots « chef d'état-major de la force » sont remplacés par les mots « directeur général *human resources* ».

HOOFDSTUK XIX. — *Wijziging van de wet van 25 mei 2000 betreffende de personeelsenvolpe van militairen*

Art. 146. Artikel 1, § 2, tweede lid, 4°, van de wet van 25 mei 2000 betreffende de personeelsenvolpe van militairen wordt vervangen als volgt :

« 4° militairen van het actief kader :

- de beroepsmilitairen;
- de aanvullingsmilitairen;
- de hulpofficieren;
- de militairen korte termijn;

— de kandidaat-officieren en de kandidaat-onderofficieren van het actief kader, aangesteld in de graad van onderluitenant, respectievelijk sergeant, die zich reeds bevinden in hun eenheid van definitieve eerste aanwijzing;

- de kandidaat-vrijwilligers van het actief kader;
- de militaire muzikanten;

— de kandidaat-officieren kapelmeesters en de kandidaat-onderofficieren muzikanten aangesteld in de graad van onderluitenant, respectievelijk sergeant, die zich reeds bevinden in hun eenheid van definitieve eerste aanwijzing. ».

Art. 147. Artikel 3 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« 7° de militaire docenten en de militaire hoogleraren van de Koninklijke Militaire School. ».

HOOFDSTUK XX. — *Wijziging van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht*

Art. 148. Artikel 3, 2°, van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht wordt opgeheven.

Art. 149. In artikel 4, 1°, van dezelfde wet worden de woorden « de Belg » vervangen door de woorden « de persoon ».

Art. 150. Artikel 7 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Om als kandidaat-reservemilitair te worden aanvaard moet men voldoen aan de vereisten bepaald in artikel 8 van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging. ».

Art. 151. Artikel 8, eerste en tweede lid, en artikel 9 van dezelfde wet, worden opgeheven.

Art. 152. Artikel 10, eerste lid, 2°, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« d) de officieren kapelmeesters van wie het ontslag uit het ambt is aangenomen. ».

Art. 153. Artikel 11, eerste lid, 2°, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« c) de onderofficieren muzikanten van wie het ontslag uit het ambt is aangenomen. ».

Art. 154. Artikel 13, eerste lid, van dezelfde wet, wordt opgeheven.

Art. 155. In artikel 19, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° onderdeel 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° het verwerven van een hoedanigheid van kandidaat, in het actief kader, »;

2° onderdeel 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° het verlies van de nationaliteit dat voor gevolg heeft dat de militair geen burger meer is van een lid Staat van de Europese Unie, of de beslissing tot verwijdering van het grondgebied, tot uitzetting of tot terugwijziging, in toepassing van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. ».

Art. 156. In artikel 23 van dezelfde wet vervallen de woorden « en per krijgsmachtdeel ».

Art. 157. In artikel 26 van dezelfde wet worden de woorden « stafchef van het krijgsmachtdeel » vervangen door de woorden « directeur-generaal *human resources* ».

Art. 158. Un article 32*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 32*bis*. Le militaire de réserve est démis d'office de son emploi sans l'intervention d'un conseil d'enquête s'il est condamné sans sursis à l'interdiction, même temporaire, d'un des droits visés à l'article 31, 1° et 6°, du Code pénal. ».

Art. 159. Dans l'article 33 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « parce qu'il a souscrit un engagement en qualité de candidat officier ou sous-officier du cadre actif est, s'il n'est pas nommé dans ce cadre » sont remplacés par les mots « est, en cas d'échec dans sa formation de candidat, »;

2° le § 3, alinéa 1^{er}, est complété par le texte suivant :

« 3° candidat sous-officier musicien. ».

Art. 160. Dans le texte néerlandais de l'article 44, alinéa 1^{er}, de la même loi, le mot « krijgsmachtdelen » est remplacé par le mot « krijgsmacht ».

Art. 161. Dans l'article 69 de la même loi, les mots « chef de l'état-major général » sont remplacés par les mots « chef de la défense ».

Art. 162. Un article 77*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre XIV de la même loi :

« Art. 77*bis*. La loi du 26 mars 1937 créant l'obligation pour les diverses administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des associations de communes d'accorder des facilités à leur agents, officiers de réserve, afin de permettre à ceux-ci d'accomplir les prestations imposées par leur situation d'officier de réserve, est abrogée. ».

Art. 163. Un article 86*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre XIV de la même loi :

« Art. 86*bis*. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°, de la loi du 20 mai 1994 relative aux droits pécuniaires des militaires, est remplacé par le texte suivant :

« 4° qui appartiennent au cadre de réserve des forces armées, et qui effectuent une période de formation, un rappel, une prestation volontaire ou une prestation complémentaire visée à l'article 38 de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées. ».

Art. 164. Un article 86*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre XIV de la même loi :

« Art. 86*ter*. Dans l'article 3 de la même loi, il est inséré un § 1^{er}*bis*, rédigé comme suit :

« § 1^{er}*bis*. Le militaire du cadre de réserve des forces armées qui effectue une période de formation, un rappel, une prestation volontaire ou une prestation complémentaire visée à l'article 38 de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées, a droit, sur base de son grade et de sa position, à un traitement à charge du budget de la Défense. Ce complément est, le cas échéant, égal à la différence entre, d'une part le traitement de militaire auquel il a droit du fait de son grade et de sa position, et d'autre part sa rémunération d'agent statutaire, à condition que le traitement de militaire soit supérieur. ».

Toutefois, lorsqu'il est un agent statutaire dont, en vertu de son statut, la rémunération n'est pas suspendue, ou n'est suspendue qu'après un certain temps, par la personne morale de droit public qui est son employeur, cet agent peut uniquement prétendre, lorsqu'il effectue une période de formation, un rappel, une prestation volontaire ou une prestation complémentaire visée à l'article 38 de la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées, et qu'il perçoit sa rémunération normale d'agent statutaire, à un complément de traitement à charge du budget de la Défense. Ce complément est, le cas échéant, égal à la différence entre, d'une part le traitement de militaire auquel il a droit du fait de son grade et de sa position, et d'autre part sa rémunération d'agent statutaire, à condition que le traitement de militaire soit supérieur. ».

CHAPITRE XXI

Du service civil/service civique/service volontaire à la communauté

Art. 165. Tout citoyen belge peut, à sa demande et aux conditions fixées par la présente loi, être admis à accomplir un service civil/service civique/service volontaire à la communauté au sein de la Défense nationale.

Art. 158. In dezelfde wet wordt een artikel 32*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 32*bis*. De reservemilitair wordt van ambtswege uit zijn ambt ontzet zonder de tussenkomst van een onderzoeksraad indien hij zonder uitstel veroordeeld wordt tot de, zelfs tijdelijke, ontzetting uit één van de rechten bedoeld in artikel 31, 1° en 6°, van het Strafwetboek. ».

Art. 159. In artikel 33 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden « omdat hij een dienstneming aangegaan heeft als kandidaat-officier of kandidaat-onderofficier van het actief kader, wordt, wanneer hij niet benoemd wordt in dit kader » vervangen door de woorden « wordt, in het geval van mislukking in zijn vorming als kandidaat, »;

2° paragraaf 3, eerste lid, wordt aangevuld als volgt :

« 3° kandidaat-onderofficier muzikant. ».

Art. 160. In artikel 44, eerste lid, van dezelfde wet wordt het woord « krijgsmachtdelen » vervangen door het woord « krijgsmacht ».

Art. 161. In artikel 69 van dezelfde wet worden de woorden « chef van de generale staf » vervangen door de woorden « chef defensie ».

Art. 162. In hoofdstuk XIV van dezelfde wet wordt een artikel 77*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 77*bis*. De wet van 26 maart 1937 waarbij de onderscheidene besturen van den Staat, van de provinciën, gemeenten en verenigingen van gemeenten verplicht worden aan hun beambten, reserve-officieren, faciliteiten toe te staan om hun de gelegenheid te geven de prestaties te volbrengen welke hun, als reserve-officier, worden opgelegd, wordt opgeheven. ».

Art. 163. In hoofdstuk XIV van dezelfde wet wordt een artikel 86*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 86*bis*. Artikel 1, eerste lid, 4°, van de wet van 20 mei 1994 betreffende de geldelijke rechten van de militairen, wordt vervangen als volgt :

« 4° die behoren tot het reservekader van de krijgsmacht en die een periode van vorming, een wederoproeping, een vrijwillige prestatie of een bijkomende prestatie bedoeld in artikel 38 van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht, verrichten. ».

Art. 164. In hoofdstuk XIV van dezelfde wet wordt een artikel 86*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 86*ter*. In artikel 3 van dezelfde wet wordt een § 1*bis* ingevoegd, luidende :

« § 1*bis*. De militair van het reservekader van de krijgsmacht die een periode van vorming, een wederoproeping, een vrijwillige prestatie of een bijkomende prestatie bedoeld in artikel 38 van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht, verricht, heeft recht op een wedde ten laste van de begroting van Landverdediging op grond van zijn graad en stand.

Wanneer hij een statutair agent is wiens bezoldiging, krachtens zijn statuut, door de rechtspersoon van publiek recht die zijn werkgever is, niet of slechts na verkoop van tijd mag geschorst worden, kan evenwel deze agent, wanneer hij een periode van vorming, wederoproeping, vrijwillige prestatie of een bijkomende prestatie bedoeld in artikel 38 van de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht, uitvoert en zijn normale bezoldiging van statutair agent geniet, enkel aanspraak maken op een weddecomplement ten laste van de begroting van Landsverdediging. Dit complement is, in voorkomend geval, gelijk aan het verschil tussen de wedde van militair waarop hij op grond van zijn graad en stand recht heeft enerzijds, en zijn wedde als statutair agent anderzijds, op voorwaarde dat de wedde van militair hoger is. ».

HOOFDSTUK XXI

De burgerdienst/burgerschapsdienst/vrijwillige gemeenschapsdienst

Art. 165. Iedere Belgische staatsburger kan, op zijn verzoek en onder de voorwaarden bepaald bij deze wet, in aanmerking komen om bij Landsverdediging een burgerdienst/burgerschapsdienst/vrijwillige gemeenschapsdienst te vervullen.

Art. 166. § 1^{er}. Pour être admis au service civil/service civique/service volontaire à la communauté, le demandeur doit répondre aux conditions suivantes :

- ne plus être soumis à l'obligation scolaire;
- ne pas être titulaire d'un diplôme de fin d'études de l'enseignement supérieur;
- ne pas encore avoir eu droit à des allocations de chômage octroyées sur base des études;
- être inscrit comme demandeur d'emploi;
- ne pas avoir travaillé plus de 78 jours comme travailleur salarié ou plus d'un trimestre comme indépendant.

§ 2. Chaque année, le Roi fixe le nombre de places disponibles.

Art. 167. Le Roi détermine le statut administratif, disciplinaire et pécuniaire du personnel admis à accomplir un service civil/service civique/service volontaire à la communauté au sein de la Défense nationale.

Art. 168. § 1^{er}. Le chômeur complet indemnisé peut, à sa demande, effectuer un stage au sein du département de la Défense nationale.

Pendant la période de stage, le chômeur garde ses droits aux allocations de chômage, dans les conditions que le Roi détermine, et perçoit de la Défense nationale des indemnités.

§ 2. Le Roi détermine les conditions et les modalités à ces indemnités.

CHAPITRE XII. — *Modification de la loi programme pour l'année budgétaire 2001 du 19 juillet 2001*

Art. 169. Dans l'article 48, alinéa 1^{er}, de la loi programme pour l'année budgétaire 2001 du 19 juillet 2001, le mots « du département de la Défense nationale au profit des membres des familles des membres du personnel du département de la Défense nationale » sont remplacés par les mots « appartenant ou attaché au, relevant de ou occupé en vertu d'un contrat de travail belge par le département de la Défense ou par un organisme d'intérêt public qui relève de celui-ci, ainsi qu'au profit des membres des familles de ces membres du personnel ».

TITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 170. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi.

Toutefois, les articles 162 à 164 seront mis en vigueur par le Roi à la même date que la loi du 16 mai 2001 portant statut des militaires du cadre de réserve des forces armées.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elles soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT
scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Sessions 2002-2003.*

Chambre des représentants :

Document parlementaires. — Projet de loi, n° 2185/1. — Amendements, n°s 2185/2, 2185/5 et 2185/6. — Rapport n° 2185/3. Texte adopté en Commission n° 2185/4.

Annales parlementaires. — Texte adopté le 7 février 2003.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi transmis par la Chambre, nr. 1458/1. — Discussion et adoption : 13 mars 2003.

Art. 166. § 1. Om voor de burgerdienst/burgerschapsdienst/vrijwillige gemeenschapsdienst in aanmerking te komen moet de aanvrager de volgende voorwaarden vervullen :

- niet meer schoolplichtig zijn;
- geen houder zijn van een eindexamen van het hoger onderwijs;
- nog geen recht op werkloosheidsuitkeringen hebben gehad, toegekend op basis van de studies;
- als werkzoekende ingeschreven zijn;
- niet meer dan 78 dagen loontrekkende of meer dan een trimester als zelfstandige gewerkt hebben.

§ 2. Ieder jaar stelt de Koning het aantal beschikbare plaatsen vast.

Art. 167. De Koning stelt het administratief, tucht- en geldelijk statuut vast van het personeel dat wordt toegelaten om bij Landsverdediging een burgerdienst/burgerschapsdienst/vrijwillige gemeenschapsdienst te vervullen.

Art. 168. § 1. De volledig uitkeringsgerechtigde werkloze kan, op zijn verzoek, bij het departement van Landsverdediging een stage volbrengen.

Gedurende de stageperiode behoudt de werkloze zijn aanspraken op een werkloosheidsuitkering, onder de door de Koning bepaalde voorwaarden, en ontvangt hij van Landsverdediging een toelage.

§ 2. De Koning bepaalt de voorwaarden en regels die voor deze toelage gelden.

HOOFDSTUK XXII. — *Wijziging van de programmawet voor het begrotingsjaar 2001 van 19 juli 2001*

Art. 169. In artikel 48, eerste lid, van de programmawet voor het begrotingsjaar 2001 van 19 juli 2001, worden de woorden « van het departement van Landsverdediging en ten voordele van de gezinsleden van de personeelsleden van het departement van Landsverdediging » vervangen door de woorden « die behoren tot, gehecht zijn aan, ressorteren onder of tewerkgesteld worden krachtens een Belgische arbeidsovereenkomst door het departement van Landsverdediging of door een daaronder ressorterende instelling van openbaar nut, alsook ten voordele van de gezinsleden van deze personeelsleden ».

TITEL IV. — *Eindbepaling*

Art. 170. Elke bepaling van deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

De artikelen 162 tot 164 zullen evenwel door de Koning in werking worden gesteld op dezelfde datum als de wet van 16 mei 2001 houdende statuut van de militairen van het reserviekader van de krijgsmacht.

Kondigen deze wet, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 27 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT
Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 2185/1. — Amendementen, nrs. 2185/2, 2185/5 en 2185/6. — Verslag nr. 2185/3. Tekst aangenomen door de Commissie nr. 2185/4.

Parlementaire Handelingen. — Tekst aangenomen op 7 februari 2003.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp overgezonden door de Kamer, nr. 1458/1. — Bespreking en aanneming : 13 maart 2003.